



Office québécois de la langue française et Commission de toponymie

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

Demandes de renseignements généraux



Demande de renseignements généraux

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

Demande de renseignements		Page
G.1	Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2024-2025 : a) Les endroits et dates de départ et de retour ; b) La copie des programmes et rapports de mission ; c) Les personnes rencontrées ; d) Le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.) ; e) Les noms des ministres, députés, des membres du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission ; f) Pour les organismes, le nom des dirigeants et des fonctionnaires concernés; g) La liste des ententes signées ou annoncées, et, le cas échéant : - les détails de ces ententes; - les résultats obtenus à ce jour; h) Les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé.	1
G.2	Pour chacun des voyages faits en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et des dirigeants d'organismes pour 2024-2025 : a) Les raisons du déplacement; b) L'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour; c) Les coûts ventilés.	2
G.3	Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur les réseaux sociaux et sur les sites Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant : a) La ventilation des sommes dépensées pour 2024-2025, et les prévisions pour 2025-2026; b) Les noms des firmes de publicité retenues; c) La liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); d) Le but visé par chaque dépense; e) Dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire; f) Les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographie; g) La répartition du placement média en indiquant le coût par média ainsi que les dates de diffusion; h) Le rapport de statistiques sur la portée et la clientèle visée et l'atteinte des objectifs ou toute évaluation réalisée de l'impact de la campagne.	3
G.4	Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.), séparément : Par le cabinet ministériel : a) Les sommes dépensées en 2024-2025 et les prévisions pour 2025-2026, ventilées par type d'événement; b) Le but visé par chaque dépense; c) Le nombre total et liste d'événements, ventilés par type d'événement. d) Si l'événement s'est tenu virtuellement; Par le ministère ou l'organisme : e) Les sommes dépensées en 2024-2025 et les prévisions pour 2025-2026, ventilées par type d'événement; f) Le but visé par chaque dépense; g) Le nombre total et liste d'événements, ventilés par type d'événement. h) Si l'événement s'est tenu virtuellement; Par un professionnel ou par une firme externe : i) Les sommes dépensées en 2024-2025 et les prévisions pour 2025-2026, ventilées par type d'événement; j) Le nom du professionnel ou de la firme de publicité; k) La liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); l) La liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.; m) Le but visé par chaque dépense; n) Le nombre total et liste d'événements, ventilés par type d'événement. o) Si l'événement s'est tenu virtuellement.	4

Demande de renseignements		Page
G.5	<p>La liste des dépenses en formation de communication :</p> <p>Organisée par le ministère ou l'organisme :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) Les sommes dépensées en 2024-2025 et les prévisions pour 2025-2026, ventilées par type d'événement ; b) Le but recherché par chaque dépense ; c) Nombre total et liste des formations ventilés par catégorie. <p>Données par un professionnel ou une firme externe :</p> <ul style="list-style-type: none"> d) Les sommes dépensées en 2024-2025 et les prévisions pour 2025-2026 ; e) Le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications ; f) Le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) ; g) La liste et les noms des fournisseurs et/ou des consultants, s'il y a lieu ; h) Le but visé par chaque dépense ; i) Nombre total et liste des formations ventilés par catégorie. 	5
G.6	<p>Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, y compris le cabinet ministériel en 2024-2025, en indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) Les noms du professionnel ou de la firme; b) Les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c) Le détail des travaux ou services effectués (but visé); d) La date d'octroi du contrat; e) Le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments; f) L'échéancier; g) Dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions. <p>Lorsque le contrat est octroyé par le cabinet ministériel, l'indiquer.</p>	6
G.7	<p>Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme, en indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) La liste des soumissions et le montant de chacune; b) La grille d'évaluation des soumissions; c) Le soumissionnaire retenu et la justification de ce choix; d) Le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat; e) Le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation. 	9
G.8	<p>Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2024-2025 :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) La liste de toutes les ressources œuvrant au sein d'un ministère ou d'un organisme et qui ne sont pas des employés du gouvernement ; b) Le total des coûts reliés à ces consultants, ventilé par catégorie (incluant la masse salariale) ; c) Le sommaire de tout contrat octroyé pour l'embauche de ces consultants ; d) Le nom de chaque consultant et la firme par laquelle il est employé ; e) Une description de son mandat ; f) La date de début de son contrat ; g) La date prévue de fin de son contrat ; h) Sa rémunération annuelle. 	10

Demande de renseignements		Page
G.9	<p>Pour chaque projet de développement informatique, infonuagique ou de modernisation des systèmes informatiques au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) Le nom du projet ; b) La nature du projet ; c) L'échéancier initial (et revu s'il y a lieu) ; d) Le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet ; e) Les plus récentes évaluations du coût du projet ; f) Les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière ; g) L'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet ; h) Les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates ; i) Le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour ; j) Le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet ; k) Le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère : <ul style="list-style-type: none"> – la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants. l) Indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique-cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics. m) Nombre et liste des pénalités appliquées à des sous-traitants dans le domaine des TI en 2024-2025. 	11
G.10	<p>Concernant l'hébergement de données en infonuagique, fournir :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) Les coûts estimés par année ; b) Les coûts totaux réels pour l'hébergement de données; c) Les coûts pour pénalités pour dépassement de capacité; d) La liste des fournisseurs; e) Une copie du plan de déploiement. 	12
G.11	<p>De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant pour 2024-2025, ventilé par mois, de chacune des dépenses suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) La photocopie; b) Le mobilier de bureau; c) L'ameublement; d) La décoration et l'embellissement, incluant les œuvres d'art et les frais pour l'entretien des plantes; e) Le distributeur d'eau de source; f) Le remboursement des frais de transport; g) Le remboursement des frais d'hébergement; h) Le remboursement des frais de repas; i) Le remboursement des frais d'alcool et de fêtes; j) L'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement : <ul style="list-style-type: none"> – au Québec; – à l'extérieur du Québec. 	13
G.12	<p>De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant pour 2024-2025, ventilé par mois, de chaque dépense reliée à la téléphonie :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) Le coût des contrats téléphoniques; b) Le coût des frais d'itinérance et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme; c) Le coût lié aux dépassements des forfaits de données et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme; d) Les coûts de résiliation, s'il y a lieu; e) Le nombre de téléphones cellulaires et téléphones intelligents; f) Le coût d'acquisition des appareils; g) Le coût d'utilisation des appareils; h) Les noms des fournisseurs; i) Les ordinateurs portables; j) Les iPad ou autre type de tablette électronique. 	14

Demande de renseignements		Page
G.13	<p>Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2024-2025 ainsi que les prévisions pour 2025-2026 :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) Le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) de 35 ans et plus; b) Le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) de 35 ans et moins; c) Le nombre total de jours de maladie pris par le personnel; d) Le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi; e) Le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.) : <ul style="list-style-type: none"> – le coût moyen par employé, selon la classe de travail; f) Le nombre total de jours de vacances pris par le personnel; g) Le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours, et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi; h) Le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers; i) L'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions); j) L'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir; k) Le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie; l) Le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires; m) Le nombre d'employés permanents et temporaires; n) Le nombre de départ volontaires, ventilé par raisons du départ; o) Le nombre de postes abolis ventilé par corps d'emploi; p) L'effectif autorisé par le SCT en vertu de la loi 15 sur le contrôle des effectifs; q) Le nombre de postes vacants et le nombre d'ETC non comblés, ventilé par région. r) Le nombre de postes demeurés vacants en raison des mesures de contrôle des dépenses (gel de recrutement) décrétées par le gouvernement du Québec le 1^{er} novembre 2024. 	15
G.14	<p>Pour chaque ministère et organisme, par direction, pour l'année 2024-2025 et les prévisions pour l'année 2024-2025 :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) Le nombre de départs à la retraite, incluant le total et la ventilation des indemnités versées ou estimées; b) Le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines; c) Le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats. 	17
G.15	<p>Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2024-2025 en indiquant pour chacun d'eux :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) L'emplacement de la location; b) La superficie totale pour chaque local loué; c) Le coût total de ladite location; d) Les coûts d'aménagement, de rénovations réalisées depuis le 1er avril 2018, la nature des travaux et le ou les bureaux visés; e) La durée du bail; f) Propriétaire de l'espace loué; g) En cas de résiliation de bail en cours d'année, les coûts de résiliation. h) La superficie totale réellement occupée; i) La superficie inoccupée; j) Le coût de location au mètre carré; k) Les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant. 	18

Demande de renseignements		Page
G.16	Concernant les actifs immobiliers excédentaires du ministère ou de l'organisme en 2024-2025, fournir : a) La liste des actifs excédentaires inoccupés; b) La valeur estimée de ceux-ci; c) Les coûts d'entretien annuel; d) Le nombre de pieds carrés de ceux-ci.	19
G.17	Pour la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2024-2025, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés, incluant : a) Les dates des travaux; b) Les coûts; c) Le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.	20
G.18	Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2024-2025, en indiquant pour chaque individu : a) La date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant; b) Le titre de la fonction; c) L'adresse du port d'attache; d) La masse salariale totale par cabinet; e) Le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés; f) La prime de départ versée, le cas échéant; g) La liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève; h) La description de tâches; i) Le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour 2024-2025; j) Le nombre total d'employés au cabinet; k) Le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée; l) Si l'employé a ou non signé les directives du premier ministre intitulées Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre et Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État.	21
G.19	Liste des sommes d'argent versées en 2024-2025, par mois, à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant : a) Le nom de l'organisme concerné ou de la personne; b) La circonscription électorale; c) Le montant attribué; d) Le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.	22
G.20	Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère : a) Le nom de la personne; b) Le poste occupé; c) Le salaire de base et les bonis, le cas échéant; d) L'assignation initiale et l'assignation actuelle; e) La date de l'assignation hors structure; f) La date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu; g) Les prévisions pour 2025-2026.	23
G.21	Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant : a) Le poste initial; b) Le salaire; c) Le poste actuel, s'il y a lieu; d) La date de la mise en disponibilité; e) Les prévisions pour 2025-2026.	24
G.22	Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir pour 2024-2025, le nombre d'occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé, en précisant la ou les raisons et en ventilant : a) Par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, personnel de soutien, fonctionnaires, etc.); b) Par catégorie d'âge; c) Prévisions pour 2025-2026.	25

Demande de renseignements		Page
G.23	Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant : a) Le nom de la personne; b) Le poste occupé et le nom de l'organisme; c) Le salaire de base et les bonis, le cas échéant; d) L'assignation initiale; e) L'assignation actuelle; f) La date de l'assignation hors structure; g) La date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu).	26
G.24	Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2024-2025, en précisant pour chaque abonnement : a) Le coût de chacun; b) Le fournisseur; c) La nature du service. d) D'il a été réalisé par le cabinet ministériel ou à sa demande. Ventiler le montant total par catégorie.	27
G.25	Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, de billets de spectacles ou d'événements sportifs et culturels, les billets d'événements et de conférences organisées par les chambres de commerce, pour la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.	29
G.26	Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site : a) Le nom du site Web; b) Le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site; c) Les coûts de construction du site; d) Les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour; e) Les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement); f) Le nombre de visiteurs (« hits ») par mois; g) Nombre de visiteurs uniques mensuellement h) Les coûts liés à la réservation de noms de domaines. i) La fréquence moyenne de mise à jour; j) Le responsable du contenu sur le site.	30
G.27	Pour 2024-2025, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées, les visites ou rencontres ministérielles et sous ministérielles dans les régions du Québec, en précisant : a) Les régions et les villes visitées; b) Les personnes et organismes rencontrés; c) Pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants; d) Les raisons du déplacement; e) L'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour; f) Les coûts ventilés; g) Le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.	32
G.28	La liste exhaustive de tous les mandats et dossiers et de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres pour 2024-2025 : a) Le détail des mandats; b) Le coût (déplacements, etc.); c) Le nombre de ressources affectées; d) Le nombre de rencontres; e) Le nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre. f) L'objet; g) Les dates.	33
G.29	Liste des entités administratives créées, fusionnées, scindées ou abolies sous la responsabilité du ministère en précisant les coûts de transition et les coûts de formation.	34
G.30	Le détail des crédits périmés et reportés pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2024-2025 et les prévisions pour 2025-2026.	35
G.31	L'inventaire complet des services tarifés que le ministère et les organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2024-2025.	36
G.32	Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement demandé par le Secrétariat du Conseil du Trésor pour 2024-2025 et prévisions pour 2025-2026.	37

Demande de renseignements		Page
G.33	Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2024-2025, ainsi que les prévisions pour 2025-2026 et 2025-2026, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, entente ou autre, les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.	38
G.34	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2024-2025, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), le montant total des primes au rendement et des bonis.	39
G.35	Pour chaque cabinet ministériel, fournir pour l'année financière 2024-2025 le montant total des primes au rendement, des ajustements salariaux non récurrents et des bonis versés au personnel de cabinet.	40
G.36	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2024-2025, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.	41
G.37	Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2024-2025 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.	42
G.38	La liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l'année financière 2024-2025 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2024-2025. Pour chacun de ces programmes existants en 2024-2025, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2024-2025, en incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle.	43
G.39	Indiquer les nouvelles initiatives ou toutes majorations apportées à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement.	44
G.40	Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres) : a) La dépense totale (opération et capital); b) Les grands dossiers en cours; c) Le nombre d'employés attitrés aux dossiers informatiques; d) Préciser le nombre en équivalent ETC et comparaison entre le nombre de ressources internes et externes dans le domaine des TI; e) Le nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques.	45
G.41	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2024-2025 le taux d'absentéisme en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).	46
G.42	Pour chaque ministère et organisme public incluant les cabinets ministériels et membres du conseil des ministres, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnelle en indiquant : a) La dépense totale relative au paiement des cotisations ; b) La liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation ; c) Le nombre d'employés ayant bénéficié du paiement des cotisations.	47
G.43	Pour tout sondage ou enquête d'opinion réalisés par le ministère ou l'organisme, indiquer : a) La date ; b) La nature ; c) Les questions posées ; d) Les réponses ; e) La firme retenue ; f) Les coûts.	48
G.44	Tout montant dépensé par le ministère ou l'organisme en 2024-2025 visant à compenser les émissions de gaz à effet de serre produites dans le cadre des activités du ministère ou de l'organisme.	49
G.45	Au sujet du transfert d'emplois gouvernementaux en région: a) Fournir tout scénario et étude réalisée par le ministère ou l'organisme ainsi que toute action réalisée en 2024-2025; b) Nombre d'emplois gouvernementaux au sein du ministère ou de l'organisme qui ont été transférés en région en 2024-2025 en précisant la région d'origine et la région de destination; c) Nombre d'emplois transférés en région depuis le 1er octobre 2018.	50

Demande de renseignements		Page
G.46	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : Plan d'action à l'égard des personnes handicapées 2024-2027.	51
G.47	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : Plan d'action de développement durable 2023-2028.	52
G.48	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : Rapport de la Commission spéciale sur les droits des enfants et de la protection de la jeunesse.	53
G.49	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de : III) tout autre plan d'action ministériel ou interministériel pour lequel le ministère ou l'organisme est impliqué.	54
G.50	Au sujet des mesures de télétravail ou de travail à distance, en 2024-2025, au sein du ministère ou de l'organisme : a) Nombre total d'employés au sein du ministère ou de l'organisme; b) Nombre d'employés au total en ayant bénéficié; c) Nombre d'employés en bénéficiant toujours au 31 mars 2025; d) Proportion de l'effectif total du ministère ou de l'organisme en ayant bénéficié; e) Nombre d'employés en bénéficiant : 1 jour par semaine; 2 jours par semaine; 3 jours par semaine; 4 jours par semaine; 5 jours par semaine.	55
G.51	Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2024-2025 en matière de remboursement aux employés pour l'achat de matériel requis pour le télétravail.	56
G.52	Concernant toute mesures de soutien aux employés en matière de santé mentale, au sein du ministère ou de l'organisme en 2023- 2024 : a) Les sommes dépensées; b) Les sommes dépensées spécifiquement en ressources externes en la matière.	57
G.53	Liste des CT réunions en indiquant qui a fait la demande (cabinet, sous-ministre, ministère), la liste des personnes présentes, les coûts et le nom des fournisseurs.	58
G.54	Liste de toutes les formations (incluant les formations continues et celles menant à l'obtention d'une certification ou d'un diplôme), conférences, ateliers, journées d'activités, activités de développement, sommets, congrès ou autres activités auxquelles ont participé les employés du ministère et des organismes qui en relèvent au cours de l'année 2024-2025. Indiquer : a) Le lieu; b) Le coût; c) La ou les dates de participation; d) Le nombre de participants; e) Le nom de la personne ou de l'organisme ayant offert l'activité; f) Le nom de la formation ou de l'activité.	59
G.55	Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2024-2025 : a) La liste de tous les concours et tirages réalisés; b) Les prix remis aux gagnants des concours et des tirages, ainsi que la valeur de ces prix; c) L'objectif visé par la tenue de chacun des concours; d) La liste des concours qui ont pris fin.	60
G.56	Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2024-2025: a) Le nombre d'employés et le nom des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques; b) Le montant dépensé par la direction, département ou division des communications et/ou affaires publiques; c) Le nombre et le détail des rencontres des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques avec d'autres instances ou organismes publics, ventilés par instance ou organisme; d) Le montant total des sommes investies en veille médiatique en 2024-2025 au sein de la direction des communications. Fournir le nom du ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées.	62
G.57	Pour le ministère et chacun de ses organismes, agences ou autres relevant du ministère, veuillez nous indiquer : a) Le nombre d'incidents de sécurité de l'information; b) Le type d'incidents; c) Les sommes dépensées en gestion des incidents.	63

Demande de renseignements		Page
G.58	Veuillez nous fournir la liste des rencontres de planification stratégique de type « lac-à-l'épaule » tenues par le ministère ou l'organisme en indiquant : a) Les dates; b) L'endroit précis; c) La liste des personnes présentes; d) L'ordre du jour; e) Les procès-verbaux; f) Les coûts détaillés (frais de location, d'hébergement, repas, déplacement, location d'équipement, conférencier, etc.).	64
G.59	Veuillez indiquer les montants qui ont été alloués à la rémunération des stages. a) Nombre de stagiaires reçus; b) Heures de stages effectuées; c) Rémunération totale déboursée.	65
G.60	Fournir les dépenses allouées à la consultation avec les Autochtones. a) Fournir la liste des projets du ministère ayant inclus une consultation des représentants autochtones.	66
G.61	Proportion du nombre et de la valeur des contrats conclus de gré à gré, depuis 5 ans.	67
G.62	Indiquer les dépenses encourues au titre de tout « Programme d'aide aux employés » (PAE) depuis 5 ans.	68
G.63	Indiquer les dépenses encourues en vue de l'implantation du nouveau régime de dotation découlant de l'adoption du projet de loi 60 de la 42e législature.	69
G.64	Indiquer le montant des amendes perçues en vertu de l'application des lois dont votre ministère est responsable de l'application. Ventiler par loi et articles, depuis 5 ans.	70
G.65	Indiquer la valeur des contrats totaux en sous-traitance ainsi que la proportion du travail effectué par des sous-traitants.	71
G.66	Indiquer la valeur totale des services tarifés, et ventiler par catégorie.	72
G.67	Indiquer la valeur des actifs possédés; meubles et immeubles.	73
G.68	Indiquer les coûts de système estimés depuis 5 ans.	74
G.69	Total des sommes versées à titre de dommages exemplaires ou punitifs pour l'ensemble des jugements rendus.	75
G.70	Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2024-2025 et qui ont fait l'objet d'une autorisation du sous-ministre, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics, en indiquant : a) Le nombre d'autorisations; b) Le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi; c) Le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi; d) Le montant accordé; e) Les motifs de la demande.	76
G.71	Nombre de demandes d'accès à l'information par ministère et organisme en 2024-2025 : a) Le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information; b) Le nombre de refus (avec mention de la raison ou de l'article; c) Le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours; d) Le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours.	77
G.72	Pour 2024-2025, le nombre de cadres et de dirigeants de la fonction publique, incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée. Pour chaque personne : a) Fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions; b) Fournir la liste des salaires versés.	78
G.73	La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires versés à ces personnes.	79

N.B. À moins d'indication contraire, les données présentées dans le cadre de l'étude des crédits sont établies en date du 31 janvier 2025.

# demande 2025-2026	# demande 2025-2026 Opp. off. (PLQ)	# demande 2025-2026 2e opp. (QS)	# demande 2025-2026 3e opp. (PQ)	Sujet de la demande	Questions 2025-2026 non répondues	Motif
NR1	G17	N/A	N/A	Demandes de rétrocession espaces non occupés	Liste des demandes de rétrocession des espaces non occupés concernant des baux de location. Pour chacune des demandes et pour chaque bail, préciser : a) la date de la demande; b) l'adresse des locaux visés par la demande; c) la superficie totale du bail de location; d) la superficie non occupée du bail de location au moment de la demande; e) les économies visées; f) la réponse de la SQI ou du locateur en indiquant la date de la réponse.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 15.
NR2	G19	N/A	N/A	Portrait actifs excédentaires	Portrait des actifs excédentaires, ratio location propriété et nouveau pied-carrés en propriété.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 16.
NR3	G21	N/A	G19	Aménagement Cabinet	De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel, les bureaux de circonscription des ministres, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2024-2025, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés, incluant : a) les dates des travaux; b) les coûts; c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 17.
NR4	G47	N/A	N/A	Masse salariale	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2024-2025, le montant total de la masse salariale en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 37.
NR5	G52	N/A	N/A	Dépenses publicitaires - médias communautaires et Internet	Pour toutes dépenses publicitaires réalisées par le ministère ou l'organisme, indiquer : a) le pourcentage de ces dépenses réalisées au sein de médias communautaires et le montant ; b) le pourcentage de ces dépenses réalisées sur Internet et les médias sociaux et le montant.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 3
NR6	G58	N/A	N/A	Coût matériel télétravail	Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2024-2025 au sujet de l'acquisition de matériel pour fins de télétravail (Tablettes, cellulaires, aménagement de bureau, remboursement de frais d'internet, etc.)	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 6.
NR7	G59	N/A	N/A	Dépenses sécurité informatique	Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2024-2025 en matière de sécurité informatique en spécifiant précisément les sommes dépensées en frais de consultants en sécurité informatique.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 6.
NR8	G60	N/A	N/A	Dépenses vidéoconférence	Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2024-2025 pour l'acquisition de services de vidéo-conférence (ZOOM, Teams, etc.) : a) la liste des contrats; b) le nom du fournisseur; c) le montant déboursé.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 6.
NR9	G63	N/A	N/A	Contrats - firmes consultation	Pour tout contrat accordé par le ministère ou l'organisme en 2024-2025 ou ayant cours en 2024-2025 auprès d'une firme de consultation : a) la firme retenue; b) la copie du contrat; c) la date de fin prévue du contrat; d) la valeur prévue du contrat; e) les sommes dépensées à ce jour.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 6.
NR10	G64	N/A	N/A	Postes abolis et mutés sous le régime du RQAP	Pour le ministère et chacun des organismes, agences, ou autres relevant du ministère, veuillez nous indiquer : a) le nombre de postes abolis alors que l'employé était sous le régime du RQAP au cours de la dernière année, par région et en incluant les raisons de l'abolition du poste; b) le nombre de postes mutés alors que l'employé était sous le régime du RQAP au cours de la dernière année, par région et en incluant les raisons de mutation du poste.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 13o.
NR11	G72 Nouvelle	N/A	N/A	Contrats accordés à des entreprises américaines	Au sujet des contrats accordés à des entreprises américaines : a) Veuillez fournir la liste des contrats accordés à des entreprises américaines en 2024-2025; b) Veuillez fournir toute politique, communication ou consigne au sujet de la réduction des dépenses auprès des entreprises américaines en 2024-2025.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 6.
NR12	N/A	G01	N/A	Postes ouverts et comblés	Nombre de postes ouverts pour l'année financière et nombre de postes comblés pour chaque catégorie d'emploi présente au sein du ministère.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 13i.
NR13	N/A	G02	N/A	Postes non comblés	Nombre de postes total et proportion de postes non comblés.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 13q.

# demande 2025-2026	# demande 2025-2026 Opp. off. (PLQ)	# demande 2025-2026 2e opp. (QS)	# demande 2025-2026 3e opp. (PO)	Sujet de la demande	Questions 2025-2026 non répondues	Motif
NR14	N/A	G03	N/A	Nombre et proportion départs	Nombre de départs et proportion des départs pour chaque catégorie d'emploi présente au sein du ministère.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 13n.
NR15	N/A	G04 Nouvelle	N/A	Nombre de postes non pourvus gel d'embauche	Nombre de postes non pourvus en raison du gel du recrutement décrété le 1er novembre 2024 pour chaque catégorie d'emploi présente au sein du ministère.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 13r.
NR16	N/A	G06	N/A	Proportion femmes/hommes postes cadres supérieurs	Proportion de femmes et d'hommes dans les postes de cadres supérieurs.	Référer aux réponses des demandes de renseignements généraux numéro 13a et 13b.
NR17	N/A	G07	N/A	Proportion diversité postes cadres supérieurs	Proportion de personnes issues de la diversité dans les postes de cadres supérieurs	Référer aux réponses des demandes de renseignements généraux numéro 13a et 13b.
NR18	N/A	G08 Nouvelle	N/A	Proportion personnes cadres	Proportion de personnes cadres par rapport aux autres catégories d'emploi au courant des 5 dernières années.	Référer aux réponses des demandes de renseignements généraux numéro 13a et 13b.
NR19	N/A	G15	N/A	Acquisitions marchés publics 5 dernières années	Indiquer le montant et la proportion des acquisitions de marchés publics de votre ministère selon la provenance du bien ou service acquis, depuis 5 ans. Ventiler en biens et services.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 6.
NR20	N/A	G17	N/A	Contrats - firmes consultation	Indiquer le nombre et la valeur monétaire des contrats octroyés à des firmes-conseils, notamment TACT, McKinsey, KPMG et NATIONAL; fournir lesdits contrats le cas échéant.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux 6.
NR21	N/A	G21	N/A	Superficie et dépenses - locaux utilisés	Indiquer la superficie et les dépenses encourues relativement aux locaux physiques utilisés par votre ministère, depuis 5 ans.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 15.
NR22	N/A	G30	N/A	Coût de reconduction des programme	Indiquer le coût de reconduction des programmes estimés depuis 5 ans.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 38.
NR23	N/A	G31	N/A	Effectifs par territoire	Énumérer chaque direction régionale, en indiquant le territoire couvert par celle-ci, la municipalité d'établissement, le titulaire du poste de direction et l'effectif équivalent à temps complet.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 13i.
NR24	N/A	N/A	G06	Formation en communication Personnel politique	La liste des dépenses en formation de communication organisée pour le personnel politique, les membres du conseil exécutif ou les députés en indiquant : a) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2024-2025 et les prévisions pour 2025-2026; b) le but visé par chaque dépense; c) la nature de la formation; d) les personnes ou la firme qui ont donné la formation; e) les personnes qui ont reçu la formation ainsi que le titre de leur fonction.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 5.
NR25	N/A	N/A	G11	Contrats cabinet	Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel en 2024-2025, en indiquant, pour chaque contrat : a) les noms du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat; c) leur mandat et le résultat (rapport ou document final); d) le coût; e) l'échéancier; f) dans le cas d'un octroi par soumission, les noms des soumissionnaires et le montant des soumissions.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 6.
NR26	N/A	N/A	G16l	Postes par catégorie d'emploi	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2024-2025 ainsi que les prévisions pour 2025-2026 : m) le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (le centre principal de direction et chacune des régions);	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 13i.
NR27	N/A	N/A	G17c	Départs à la retraite prévus	Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction : c) le nombre de départs à la retraite prévus pour 2024-2025 et les indemnités de retraite qui seront versées.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 14a.
NR28	N/A	N/A	G25	Postes abolis par catégorie bureaux régionaux	Pour chaque ministère et organisme depuis cinq ans, fournir le nombre de postes abolis par bureau régional et par catégorie d'emploi, ainsi que les prévisions pour 2025-2026.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 13o.

# demande 2025-2026	# demande 2025-2026 Opp. off. (PLQ)	# demande 2025-2026 2e opp. (QS)	# demande 2025-2026 3e opp. (PQ)	Sujet de la demande	Questions 2025-2026 non répondues	Motif
NR29	N/A	N/A	G26	Effectifs par catégorie d'emploi bureaux régionaux	Pour chaque ministère et organisme, liste des bureaux régionaux et de l'effectif étant rattaché, par catégorie d'emploi, à chacun de ces bureaux. Présenter l'évolution depuis cinq ans, ainsi que les prévisions pour 2025-2026, par mission.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 13i.
NR30	N/A	N/A	G31	Nominations négociateurs, médiateurs, commissaires, experts, enquêteurs	Nominations, pour 2024-2025, de mandataires, d'émissaires, de négociateurs, de médiateurs, de commissaires, d'experts, d'enquêteurs et sans en restreindre la portée: a) la liste; b) les mandats; c) les contrats; d) le résultat du travail effectué; e) les échéances prévues; f) les sommes impliquées.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 6.
NR31	G11	N/A	N/A	Utilisation de logiciels d'intelligence artificielle	Concernant l'utilisation de logiciels d'intelligence artificielle (IA) dans les ministères et organismes, veuillez nous fournir : a) la liste des projets visés et l'objectif visé par chacun de ces projets; b) les sommes investies pour l'utilisation ou la conception de logiciel utilisant l'IA; c) le coût des licences d'utilisation associées à des logiciels utilisant des système d'IA; d) la liste des contrats externes octroyés pour la mise en œuvre d'outils d'IA au sein des ministères et organismes et les firmes retenues pour les accomplir; e) les coûts d'entretien ou de mise à jour pour chacun de ces projets; f) le nombre d'employés (ETC) affectés à chacun de ces projets d'implantation de technologie d'IA; g) la liste des enjeux de sécurité liés à l'utilisation de fonctionnalités d'IA.	Question particulière qui doit être posée au ministère de la Cybersécurité et du Numérique.
NR32	G44a	N/A	G52	Programmes financés par le Fonds d'électrification et de changements climatiques	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par : a) le Fonds d'électrification et de changements climatiques.	Question particulière à poser au ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs.
NR33	G44b	N/A	G53	Programmes financés par le Fonds des ressources naturelles	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par : b) le Fonds Capital ressources naturelles et énergie.	Question particulière à poser au ministère des Ressources naturelles et des Forêts.
NR34	G44c	N/A	N/A	Programmes financés par le Fonds de transition, d'innovation et d'efficacité énergétiques	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par : c) le Fonds de transition, d'innovation et d'efficacité énergétiques.	Question particulière à poser au ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs.
NR35	G44d	N/A	N/A	Programmes financés par le Fonds du Plan Nord	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par : d) le Fonds du Plan Nord.	Question particulière à poser à la Société du Plan Nord.
NR36	G45	N/A	G54	Contrats service juridiques	Pour chacune des cinq années, les sommes allouées à l'externe pour tout type de service juridique et préciser la raison pour laquelle les services ont été traités à l'externe ainsi que les professionnels qui ont donné ces services.	Question particulière à poser au ministère de la Justice en ce qui concerne les directions des affaires juridiques des ministères.
NR37	G56a	N/A	N/A	Plan d'action gouvernemental pour soutenir Rouyn-Noranda 2023-2028	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : a) Plan d'action gouvernemental pour soutenir Rouyn-Noranda 2023-2028;	Question particulière à poser au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation.
NR38	G56aa	N/A	N/A	Politique gouvernementale de prévention en santé	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : aa) Plan d'action interministériel 2022-2025 de la Politique gouvernementale de prévention en santé;	Question particulière à poser au ministère de la Santé et des Services sociaux.
NR39	G56aaa	N/A	N/A	Stratégie québécoise de développement de l'aluminium 2015-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : aaa) Stratégie québécoise de développement de l'aluminium 2015-2025;	Question particulière à poser au ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie.

# demande 2025-2026	# demande 2025-2026 Opp. off. (PLQ)	# demande 2025-2026 2e opp. (QS)	# demande 2025-2026 3e opp. (PQ)	Sujet de la demande	Questions 2025-2026 non répondues	Motif
NR40	G56b	N/A	N/A	Plan d'action pour favoriser le respect et la civilité : unis pour la démocratie	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : b) Plan d'action pour favoriser le respect et la civilité : unis pour la démocratie;	Question particulière à poser au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation.
NR41	G56bb	N/A	N/A	Plan d'action Investissements étrangers et exportations 2020-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : bb) Plan d'action pour la croissance des investissements étrangers et des exportations 2020-2025;	Question particulière à poser au ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie.
NR42	G56bbb	N/A	N/A	Stratégie québécoise de l'aérospatiale 2016-2026	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : bbb) Stratégie québécoise de l'aérospatiale 2016-2026;	Question particulière à poser au ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie.
NR43	G56c	N/A	N/A	Opération main d'œuvre Secteur prioritaires	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : c) Opération main-d'œuvre – Mesures ciblées pour certains secteurs prioritaires;	Question particulière à poser au de l'Emploi et de la Solidarité sociale.
NR44	G56cc	N/A	N/A	Plan d'action Agrotourisme et tourisme gourmand 2022-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : cc) Plan d'action pour la promotion internationale de l'agrotourisme et du tourisme gourmand 2022-2025;	Question particulière à poser au ministère des Relations internationales et de la Francophonie.
NR45	G56ccc	N/A	N/A	Stratégie québécoise de l'eau 2018-2030	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : ccc) Stratégie québécoise de l'eau 2018-2030;	Question particulière à poser au ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs.
NR46	G56d	N/A	N/A	Stratégie pour l'essor de la créativité numérique en culture 2023-2028	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : d) Stratégie pour l'essor de la créativité numérique en culture 2023-2028;	Question particulière à poser au ministère de la Culture et des Communications.
NR47	G56dd	N/A	N/A	Plan d'action Activités physiques, sportives et récréatives 2022-2027	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : dd) Plan d'action pour valoriser la pratique d'activités physiques, sportives et récréatives au Québec 2022-2027;	Question particulière à poser au ministère des l'Éducation.
NR48	G56ddd	N/A	N/A	Stratégie québécoise des sciences de la vie 2017-2027	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : ddd) Stratégie québécoise des sciences de la vie 2017-2027;	Question particulière à poser au ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie.
NR49	G56e	N/A	N/A	Stratégie commune mission franco-québécoise découvrabilité contenus culturels francophones	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : e) Stratégie commune de la mission franco-québécoise sur la découvrabilité des contenus culturels francophones;	Question particulière à poser au ministère de la Culture et des Communications.
NR50	G56ee	N/A	N/A	Plan d'action violence conjugale	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : ee) Plan d'action spécifique pour prévenir les situations de violence conjugale à haut risque de dangerosité et d'accroître la sécurité des victimes 2020-2025;	Question particulière à poser au Conseil du statut de la femme.
NR51	G56eee	N/A	N/A	Stratégie québécoise de recherche et d'investissement en innovation 2022-2027	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : eee) Stratégie québécoise de recherche et d'investissement en innovation 2022-2027;	Question particulière à poser au ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie.
NR52	G56f	N/A	N/A	Stratégie québécoise de commémoration « Je me souviens »	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : f) Stratégie québécoise de commémoration « Je me souviens »;	Question particulière à poser au ministère de la Culture et des Communications.

# demande 2025-2026	# demande 2025-2026 Opp. off. (PLQ)	# demande 2025-2026 2e opp. (QS)	# demande 2025-2026 3e opp. (PQ)	Sujet de la demande	Questions 2025-2026 non répondues	Motif
NR53	G56ff	N/A	N/A	Plan de protection face aux inondations	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : ff) Plan de protection du territoire face aux inondations : des solutions durables pour mieux protéger nos milieux de vie;	Question particulière à poser au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation.
NR54	G56fff	N/A	N/A	Plan d'action - relance des exportations	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : fff) Vision internationale du Québec et du Plan d'action pour la relance des exportations;	Question particulière à poser au ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie pour le "Plan d'action pour la relance des exportations" et au ministère des Relations internationales et de la Francophonie pour la "Vision internationale du Québec".
NR55	G56g	N/A	N/A	Politique bioalimentaire 2018-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : g) Plan d'action de la Politique bioalimentaire;	Question particulière à poser au ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation du Québec.
NR56	G56gg	N/A	N/A	Plan directeur en transition, innovation et efficacité énergétique du Québec	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : gg) Plan directeur en transition, innovation et efficacité énergétique du Québec;	Question particulière à poser au ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs.
NR57	G56ggg	N/A	N/A	Plan d'action en tourisme d'affaires 2023-2026	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : ggg) Plan d'action en tourisme d'affaires 2023-2026;	Question particulière à poser au ministère du Tourisme.
NR58	G56h	N/A	N/A	Politique mobilité durable 2030	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : f) Plan d'action de la Politique de mobilité durable 2030;	Question particulière à poser au ministère des Transports et de la Mobilité durable.
NR59	G56hh	N/A	N/A	Plan d'agriculture durable 2020-2030	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : hh) Plan pour une agriculture durable 2020-2030 et plans d'action régionaux 2021-2025;	Question particulière à poser au ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation du Québec.
NR60	G56hhh	N/A	N/A	Plan d'action Avantage Saint-Laurent 2020-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : hhh) Plan d'action Avantage Saint-Laurent 2020-2025;	Question particulière à poser au ministère des Transports et de la Mobilité durable.
NR61	G56ii	N/A	N/A	Plan pour une économie verte 2020-2030	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : ii) Plan pour une économie verte 2020-2030;	Question particulière à poser au ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs.
NR62	G56iii	N/A	N/A	Plan d'action gouvernementale de simplification des démarches administratives à la suite d'un décès 2022-2027	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : iii) Plan d'action gouvernementale de simplification des démarches administratives à la suite d'un décès 2022-2027;	Question particulière à poser au ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale.
NR63	G56j	N/A	N/A	Plan d'action en occupation et en vitalité des territoires 2020-2022 (prolongé jusqu'en 2024)	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : j) Plan d'action en occupation et en vitalité des territoires 2020-2022 (prolongé jusqu'en 2024)	Question particulière à poser au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation.
NR64	G56jj	N/A	N/A	Plan nature 2030	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : jj) Plan nature 2030;	Question particulière à poser au ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs.
NR65	G56jjj	N/A	N/A	Plan d'action gouvernemental visant la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale 2024- 2029	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : jjj) Plan d'action gouvernemental visant la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale 2024- 2029;	Question particulière à poser au ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale.

# demande 2025-2026	# demande 2025-2026 Opp. off. (PLQ)	# demande 2025-2026 2e opp. (QS)	# demande 2025-2026 3e opp. (PQ)	Sujet de la demande	Questions 2025-2026 non répondues	Motif
NR66	G56k	N/A	N/A	Stratégie gouvernementale occupation et vitalité territoires 2025-2029	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : k) Stratégie gouvernementale pour assurer l'occupation et la vitalité des territoires 2025-2029	Question particulière à poser au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation.
NR67	G56kk	N/A	N/A	Plan québécois en entrepreneuriat 2022-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : kk) Plan québécois en entrepreneuriat 2022-2025;	Question particulière à poser au ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie.
NR68	G56kkk	N/A	N/A	Plan pour la langue française	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : kkk) Plan pour la langue française;	Question particulière à poser au ministère de la Langue française.
NR69	G56l	N/A	N/A	Plan d'action 2023-2024 élaboré par les partenaires de la Table Justice-Québec	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : l) Plan d'action 2024-2025 élaboré par les partenaires de la Table Justice-Québec;	Question particulière à poser au ministère de la Justice en ce qui concerne les directions des affaires juridiques des ministères.
NR70	G56ll	N/A	N/A	Valorisation des minéraux critiques et stratégiques 2020-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : ll) Plan québécois pour la valorisation des minéraux critiques et stratégiques 2020-2025;	Question particulière à poser au ministère des Ressources naturelles et des Forêts.
NR71	G56m	N/A	N/A	Plan d'action pour contrer l'intimidation et cyberintimidation 2020-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : m) Plan d'action concerté pour prévenir et contrer l'intimidation et la cyberintimidation 2020-2025;	Question particulière à poser au ministère de la Famille.
NR72	G56mm	N/A	N/A	Plan de mise en valeur du territoire public 2022-2026	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : mm) Plan de mise en valeur du territoire public 2022-2026;	Question particulière à poser au ministère des Ressources naturelles et des Forêts.
NR73	G56nn	N/A	N/A	Politique culturelle du Québec	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : nn) Politique culturelle du Québec;	Question particulière à poser au ministère de la Culture et des Communications.
NR74	G56o	N/A	N/A	Plan d'action Sécurité civile - inondations	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : o) Plan d'action en matière de sécurité civile relatif aux inondations;	Question particulière à poser au ministère de la Sécurité publique.
NR75	G56oo	N/A	N/A	Rapport Groupe d'action contre le racisme	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : oo) Rapport « Le racisme au Québec, Tolérance Zéro » du Groupe d'action contre le racisme;	Question particulière à poser au Bureau de coordination de la lutte contre le racisme.
NR76	G56p	N/A	N/A	Rapport de la Commission spéciale sur l'exploitation sexuelle des mineurs	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : p) Plan d'action gouvernemental 2021-2026 en réponse aux recommandations de la Commission spéciale sur l'exploitation sexuelle des mineurs;	Question particulière à poser au ministère de la Sécurité publique.
NR77	G56q	N/A	N/A	Plan d'action Simplification démarches administratives - décès 2022-2027	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : q) Plan d'action gouvernemental de simplification des démarches administratives à la suite d'un décès 2022-2027;	Question particulière à poser au ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale.
NR78	G56qq	N/A	N/A	Rapport accompagnement des victimes d'agressions sexuelles et de violence conjugale	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : qq) Rapport du Comité d'experts sur l'accompagnement des victimes d'agressions sexuelles et de violence conjugale « Rebâtir la confiance »;	Question particulière à poser au Conseil du statut de la femme.
NR79	G56r	N/A	N/A	Plan d'action économie sociale 2020-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : r) Plan d'action gouvernemental en économie sociale 2020-2025;	Question particulière à poser au ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie.

# demande 2025-2026	# demande 2025-2026 Opp. off. (PLQ)	# demande 2025-2026 2e opp. (QS)	# demande 2025-2026 3e opp. (PQ)	Sujet de la demande	Questions 2025-2026 non répondues	Motif
NR80	G56rr	N/A	N/A	Enquête nationale - femmes et filles autochtones	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : rr) Recommandations de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées;	Question particulière à poser au Secrétariat aux relations avec les Premières nations et les Inuits.
NR81	G56s	N/A	N/A	PAGAC	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : s) Plan d'action gouvernemental en matière d'action communautaire;	Question particulière à poser au ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale.
NR82	G56ss	N/A	N/A	Suivi de recommandations - Commission des autochtones	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : ss) Recommandations du rapport de la Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics au Québec (Rapport Viens);	Question particulière à poser au Secrétariat aux relations avec les Premières nations et les Inuits.
NR83	G56t	N/A	N/A	Plan d'action allègement réglementaire et admin. 2020-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : t) Plan d'action gouvernemental en matière d'allègement réglementaire et administratif 2020-2025;	Question particulière à poser au ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie.
NR84	G56tt	N/A	N/A	Stratégie d'aménagement durable des forêts	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : tt) Stratégie d'aménagement durable des forêts;	Question particulière à poser au ministère des Ressources naturelles et des Forêts.
NR85	G56u	N/A	N/A	Plan d'action Lutter contre la maltraitance envers les personnes aînées 2022-2027	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : u) Plan d'action gouvernemental pour lutter contre la maltraitance envers les personnes aînées 2022-2027;	Question particulière à poser au ministère de la Santé et des Services sociaux.
NR86	G56uu	N/A	N/A	Stratégie de développement de l'industrie québécoise des produits forestiers 2018-2023	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : uu) Stratégie de développement de l'industrie québécoise des produits forestiers;	Question particulière à poser au ministère des Ressources naturelles et des Forêts.
NR87	G56v	N/A	N/A	Plan d'action gouvernemental 2024-2029 – La fierté de vieillir	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : v) Plan d'action gouvernemental pour lutter contre la maltraitance envers les personnes aînées 2022-2027;	Question particulière à poser au ministère de la Santé et des Services sociaux.
NR88	G56vv	N/A	N/A	Stratégie gouvernementale de cybersécurité et numérique 2024-2028	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : vv) Stratégie gouvernementale de cybersécurité et numérique 2024-2028;	Question particulière à poser au ministère de la Cybersécurité et du Numérique.
NR89	G56w	N/A	N/A	Reconnaissance des compétences - personnes immigrantes	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : w) Plan d'action interministériel concerté en reconnaissance des compétences des personnes immigrantes;	Question particulière à poser au ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration.
NR90	G56ww	N/A	N/A	Stratégie maritime 2015-2030	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : ww) Stratégie maritime 2015-2030;	Question particulière à poser au ministère des Transports et de la Mobilité durable.
NR91	G56x	N/A	N/A	Plan d'action - Prévenir, réduire et traiter	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : x) Plan d'action interministériel en dépendance 2018-2028, « Prévenir, réduire et traiter »;	Question particulière à poser au ministère de la Santé et des Services sociaux.
NR92	G56xx	N/A	N/A	Stratégie nationale d'achats d'aliments québécois	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : xx) Stratégie nationale d'achats d'aliments québécois;	Question particulière à poser au ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation du Québec.
NR93	G56y	N/A	N/A	Plan d'action itinérance 2021-2026	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : y) Plan d'action interministériel en itinérance 2021-2026;	Question particulière à poser au ministère de la Santé et des Services sociaux.

# demande 2025-2026	# demande 2025-2026 Opp. off. (PLQ)	# demande 2025-2026 2e opp. (QS)	# demande 2025-2026 3e opp. (PQ)	Sujet de la demande	Questions 2025-2026 non répondues	Motif
NR94	G56yy	N/A	N/A	Stratégie nationale de production de bois	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : yy) Stratégie nationale de production de bois;	Question particulière à poser au ministère des Ressources naturelles et des Forêts.
NR95	G56z	N/A	N/A	Plan d'action santé mentale 2022-2026	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : z) Plan d'action interministériel en santé mentale 2022-2026;	Question particulière à poser au ministère de la Santé et des Services sociaux.
NR96	G56zz	N/A	N/A	Stratégie pour un Québec sans tabac 2020-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : zz) Stratégie pour un Québec sans tabac 2020-2025;	Question particulière à poser au ministère de la Santé et des Services sociaux.
NR97	N/A	G11	N/A	Véhicules	Fournir le budget concernant la dotation de véhicules au sein du ministère ou de l'organisme, ventilée par région, en indiquant : a) le nombre total de véhicules; b) le nombre de véhicules hybrides rechargeables; c) le nombre de véhicules électriques.	Question particulière à poser au ministère des Transports et de la Mobilité durable.
NR98	N/A	G13	N/A	Analyse différenciée selon les sexes	Fournir le budget réservé à la réalisation d'analyses différenciées selon les sexes (ADS+). Donner le budget de ces analyses en ETC ou le montant des contrats octroyés.	Question particulière à poser au Conseil du statut de la femme.
NR99	N/A	G14	N/A	Dépenses PNSC 5 dernières années	Indiquer les dépenses encourues par votre ministère dans le cadre des missions prévues au Plan national de sécurité civile (PNSC) du gouvernement du Québec dans lesquelles le ministère est impliqué depuis 5 ans.	Question particulière à poser au ministère de la Sécurité publique.
NR100	N/A	G22	N/A	Dépenses soutien législatif	Indiquer les dépenses encourues pour le soutien législatif apporté par votre ministère dans le développement et l'étude des différentes législations adoptées.	Question particulière à poser au ministère de la Justice en ce qui concerne les directions des affaires juridiques des ministères.
NR101	N/A	G32	N/A	Sommes versées dommages et intérêts	Total des sommes versées à titre de dommages et intérêts par l'État à la suite de poursuites judiciaires dans lesquelles le gouvernement était représenté par le procureur général du Québec. Lister les 10 causes ayant entraîné les plus grandes sommes.	Question particulière à poser au ministère de la Justice en ce qui concerne les directions des affaires juridiques des ministères.
NR102	N/A	N/A	G09	Contrats santé publique	Liste détaillée de tous les contrats accordés en vertu des articles 118 et 123 de la Loi sur la santé publique, en indiquant : a) le nom du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c) le coût; d) l'état de prestation des services; e) l'échéancier.	Question particulière qui doit être posée au ministère de la Santé et des Services sociaux.
NR103	N/A	N/A	G45	Déplacés de leur fonction suite aux changements de gouvernement	Pour 2024-2025, le nombre de cadres et de dirigeants de la fonction publique, incluant les sous-ministres, ayant été déplacés de leurs fonctions à la suite des remaniements ministériels. Pour chaque personne : a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions; b) fournir la liste des salaires versés.	Question particulière à poser au ministère du Conseil exécutif.
NR104	N/A	N/A	G50	ETC Stratégie maritime	Nombre d'employés ou ETC affectés à la Stratégie maritime pour 2024-2025 et prévisions pour 2025-2026.	Question particulière à poser au ministère des Transports et de la Mobilité durable.
NR105	N/A	N/A	G51	Budget Stratégie maritime	Ventilation du budget du ministère consacrée à la Stratégie maritime pour 2024-2025 et prévisions pour 2025-2026.	Question particulière à poser au ministère des Transports et de la Mobilité durable.
NR106	G14h	N/A	G16g	Plaintes harcèlement psychologique	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2024-2025 ainsi que les prévisions pour 2025-2026 : h) le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique;	Ne pas répondre à cette question qui semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NR107	G49	N/A	N/A	Liste de tous les rapports, études, avis, analyses, enquêtes	Pour chaque ministère et organisme, liste de tous les rapports (d'évaluation, de vérification, d'enquête ou autres), études, avis, analyses, etc., produits par le ministère ou commandés à un organisme ou une firme externe en 2024-2025 en indiquant pour chacun : a) le sujet ; b) la ou les raisons pour lesquelles il a été produit ou commandé ; c) les coûts reliés à sa réalisation ; d) le nom de l'organisme ou de la firme externe, s'il y a lieu. Préciser, pour chacun, s'il découle d'une demande du ministre ou du cabinet ministériel.	Ne pas répondre à cette question qui semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

# demande 2025-2026	# demande 2025-2026 Opp. off. (PLQ)	# demande 2025-2026 2e opp. (QS)	# demande 2025-2026 3e opp. (PO)	Sujet de la demande	Questions 2025-2026 non répondues	Motif
NR108	G55	N/A	N/A	Objectifs exemplarité Charte de la langue française	Copie des objectifs d'exemplarité et des indicateurs permettant de mesurer l'atteinte de ceux-ci en vertu de l'article 13.1 de la Charte de la langue française;	Ne pas répondre à cette question qui semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NR109	G69	N/A	N/A	Listes des cartes de crédits	Veuillez nous fournir la liste des cartes de crédits dans le ministère et ou l'organisme en indiquant le titulaire de la carte et son titre. Pour chacune des cartes de crédits, veuillez nous fournir les relevés de carte pour l'année courante.	Ne pas répondre à cette question qui semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NR110	N/A	G05	N/A	Proportion postes télétravail	Proportion de postes ayant accès au télétravail pour chaque catégorie d'emploi présente au sein du ministère, ventilée par le nombre de journées autorisées.	Ne pas répondre à cette question qui semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NR111	N/A	G09	N/A	Nombre postes absents manque de places service de garde	Nombre de postes dont le titulaire habituel est absent en raison d'un manque de places en service de garde.	Ne pas répondre à cette question qui semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NR112	N/A	G23	N/A	Nombre de membres ordre professionnel	Indiquer le nombre de membres d'un ordre professionnel, par ordre.	Ne pas répondre à cette question qui semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NR113	N/A	G25	N/A	Personnes affectés aux enquêtes et surveillance de l'application de la loi	Indiquer le personnel affecté aux enquêtes et à la surveillance de l'application de la loi.	Ne pas répondre à cette question qui semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NR114	N/A	G28	N/A	Bilan des efforts de diminution GES	Indiquer le bilan des efforts de diminution d'émission de GES au sein du ministère ou de l'organisme.	Ne pas répondre à cette question qui semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NR115	N/A	N/A	G36	Ententes gouvernement fédéral et provinces	La liste des ententes et leur nature, signées en 2024-2025 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.	Ne pas répondre à cette question qui semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NR116	N/A	N/A	G47	Ententes de confidentialité - projets de loi, des politiques, des stratégies, etc.	Pour la préparation des projets de loi, des politiques, des stratégies ou des consultations gouvernementales, indiquer, pour chaque type, si une entente de confidentialité a été requise par le ministère ou le cabinet auprès des partenaires. Le cas échéant, pour chacun des types visés, fournir la liste des partenaires engagés ainsi que ladite entente.	Ne pas répondre à cette question qui semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NR117	N/A	N/A	G55	Actes répréhensibles	Pour le ministère et chacun de ses organismes, en 2024-2025, indiquer le nombre de divulgations d'actes répréhensibles reçues, le nombre d'enquêtes (débutées, en cours ou terminées), ainsi que le nombre de divulgations fondées, y compris celles ayant mené à des mesures correctives. Préciser, pour chaque divulgation, la catégorie d'actes répréhensibles visée à l'article 4 de la Loi facilitant la divulgation d'actes répréhensibles à l'égard des organismes publics (2016, chapitre 34).†	Ne pas répondre à cette question qui semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

G.1 Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2024-2025 :

- a) Les endroits et dates de départ et de retour;
- b) La copie des programmes et rapports de mission;
- c) Les personnes rencontrées;
- d) Le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.);
- e) Les noms des ministres, députés, des membres du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission;
- f) Pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et fonctionnaires concernés et autres participants;
- g) La liste des ententes signées ou annoncées, le cas échéant;
 - les détails de ces ententes;
 - les résultats obtenus à ce jour;
- h) Investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimés;

NOM/DIRECTION	ENDROIT	DATES	COÛT	OBJET
Marie-Ève Bisson, Coordonnatrice de la toponymie municipale et de la coopération – Commission de toponymie	Charlottetown (Île-du-Prince-Édouard)	22 au 25 octobre 2024	1 625,87\$	<ul style="list-style-type: none">- Réunion annuelle de la Commission de toponymie du Canada (CTC)- Coordination des activités toponymiques canadiennes (base de données toponymiques du Canada, principes et politiques concernant la toponymie, etc.);- Échange sur les procédures de traitement géographique utilisées par les différentes autorités toponymiques du Canada, notamment en matière de toponymie autochtone.

Les renseignements concernant les ministres, les titulaires d'un emploi supérieur et leurs accompagnateurs, en réponse à cette question, sont diffusés sur une base trimestrielle sur le site Internet de l'Office québécois de la langue française en vertu du *Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels* (article 4, paragraphe 18), à l'adresse <http://www.oqlf.gouv.qc.ca/rdiprp/donnees.aspx>. En ce qui concerne la sous-question f), l'information fournie à cette question est incluse dans la réponse à la question 45.

G.2 Pour chacun des voyages faits en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et des dirigeants d'organismes pour 2024-2025 :

- a) Les raisons du déplacement;**
- b) L'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;**
- c) Les coûts ventilés.**

Aucun.

- G.3** Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur les réseaux sociaux et sur les sites Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant :
- a) La ventilation des sommes dépensées pour 2024-2025, et les prévisions pour 2025-2026;
 - b) Les noms des firmes de publicité retenues;
 - c) La liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
 - d) Le but visé par chaque dépense;
 - e) Dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire
 - f) Les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographie;
 - g) La répartition du placement média en indiquant le coût par média ainsi que les dates de diffusion;
 - h) Le rapport de statistiques sur la portée et la clientèle visée et l'atteinte des objectifs ou toute évaluation réalisée de l'impact de la campagne.
-

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Web de l'Office québécois de la langue française en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (article 4, paragraphe 24), à l'adresse [oqlf.gouv.qc.ca/rdiprp/donnees.aspx](https://www.oqlf.gouv.qc.ca/rdiprp/donnees.aspx).

Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et est diffusée mensuellement sur le site de l'Office : <https://www.oqlf.gouv.qc.ca/RDIPRP/contrats.aspx>. Pour les contrats de 25 000 \$ et moins, ceux-ci peuvent être conclus de gré à gré.

Les coûts liés aux frais de publicité concernant les bureaux de circonscription sont régis par le *Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinet et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien* de l'Assemblée nationale.

G.4 Liste des dépenses pour l’organisation et la tenue de conférences de presse, d’événements médiatiques ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.) séparément :

Par le cabinet ministériel :

- a) Les sommes dépensées en 2024-2025 et les prévisions pour 2025-2026, ventilées par type d’événement;
- b) Le but visé par chaque dépense;
- c) Le nombre total et la liste d’événements, ventilé par type d’événement;
- d) Si l’événement s’est tenu virtuellement.

Par le ministère ou l’organisme :

- e) Les sommes dépensées en 2024-2025 et les prévisions pour 2025-2026, ventilées par type d’événement;
- f) Le but visé par chaque dépense;
- g) Le nombre total et la liste d’événements, ventilé par type d’événement;
- h) Si l’événement s’est tenu virtuellement.

Par un professionnel ou par une firme externe :

- i) Les sommes dépensées en 2024-2025 et les prévisions pour 2025-2026, ventilées par type d’événement;
- j) Le nom du professionnel ou de la firme de publicité;
- k) La liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d’octroi du contrat (soumission publique, sur invitation, contrat négocié);
- l) La liste et les noms des fournisseurs et consultants, s’il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.;
- m) Le but visé par chaque dépense;
- n) Le nombre total et liste d’événements ventilé par type d’événement;
- o) Si l’événement s’est tenu virtuellement.

Office québécois de la langue française

Type d’événement	Objectif	Date	Lieu	Fournisseurs	Coût au 31 janvier 2025
Gala des Mérites du français 2024	<u>Cérémonie de remise des Mérites du français</u> : Les Mérites du français sont des distinctions décernées par l’Office québécois de la langue française à des organisations et à des personnes qui font rayonner la langue française au travail et dans le commerce, qui contribuent à sa mise en valeur dans la culture ou la publicité, ou encore qui valorisent la toponymie.	27 mai 2024	Salon Urbain de la Place-des-Arts, à Montréal	<ul style="list-style-type: none">- Vivaproduct inc. (captation vidéo, sonorisation, conception de capsules vidéo et d’une présentation visuelle)- Vivaproduct inc. (traiteur)- François Beaugard (Jeux de cordes, musiciens)- Graphestudio S.E.N.C. (photographe)- Julien Perron-Gagné (photographe)- La fabrique Miron – Encadrements Miron inc. (production des plaques)- Catherine Mercier (animatrice du gala)- Protocole – Trophées d’exception inc. (production des trophées)- Société de la Place des Arts de Montréal (location de la salle)	56 268,50 \$

G.5 La liste des dépenses en formation de communication :

Organisée par le ministère ou l'organisme :

- a) Les sommes dépensées en 2024-2025 et les prévisions pour 2025-2026, ventilées par type d'événement;
- b) Le but recherché par chaque dépense;
- c) Le nombre total et la liste des formations ventilée par catégorie.

Données par un professionnel ou une firme externe :

- d) Les sommes dépensées en 2024-2025 et les prévisions pour 2025-2026;
- e) Le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications;
- f) Le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- g) La liste et les noms des fournisseurs et/ou des consultants, s'il y a lieu;
- h) Le but visé par chaque dépense;
- i) Le nombre total et liste des formations ventilée par catégorie.

Organisée par l'Office québécois de la langue française
Aucune.

Données par une firme externe

Fournisseurs	Titre de la formation	Coût	But visé
Réviseurs Canada	3 ^e Congrès des langagiers et langagières	920 \$	Encourager et favoriser le perfectionnement professionnel des spécialistes de la révision et d'autres métiers de la communication
Université Laval	Introduction à l'accessibilité numérique	1 120 \$	Identifier les principaux critères de succès dans l'accessibilité Web et le type de mesures à prendre pour favoriser l'accessibilité

L'information fournie en réponse à cette question est en partie incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de l'Office en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (article 4, paragraphes 22 et 23), à l'adresse www.oqlf.gouv.qc.ca/rdiprp/donnees.aspx.

- G.6** Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d’octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, y compris le cabinet ministériel en 2024-2025, en indiquant :
- a) Les noms du professionnel ou de la firme;
 - b) Les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
 - c) Le détail des travaux ou services effectués (but visé);
 - d) La date d’octroi du contrat;
 - e) Le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
 - f) L’échéancier;
 - g) Dans le cas d’un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Lorsque le contrat est octroyé par le cabinet ministériel, l’indiquer.

Fournisseur	Objet	Coût
ITI inc.	Services professionnels spécialisés concernant différents produits et services d’infrastructure technologique	2 812,50 \$
Terranova Worldwide Corporation	Services d’abonnement annuel à des licences d’accès à la plateforme en ligne appelée Librairie de sensibilisation à la sécurité	11 759,70 \$
Gestar inc.	Services de soutien annuel d’utilisation et de la mise à jour périodique du logiciel Documentik	1 120,00 \$
Élan (Lacroix, Karine)	Contrat à exécution sur demande d’édition graphique, de conception et d’infographie pour l’Office et la Commission de toponymie	8 567,50 \$
François Beaugard	Services pour l’ambiance musicale à l’occasion du Gala des Mérites du français 2024	825,00 \$
La fabrique Miron (Encadrements Miron inc.)	Services de production des plaques honorifiques pour le Gala des Mérites du français 2024	5 293,50 \$
Cégep Garneau	Formation sur l’utilisation du logiciel Excel en tant qu’outil d’aide à la gestion de projet offerte au personnel du Secrétariat général et Direction générale des communications et des services linguistiques	1 175,00 \$
Académie de la transformation numérique à l’Université Laval	Formation en ligne intitulée <i>Introduction à l’accessibilité numérique</i> offerte au personnel du Secrétariat général et Direction générale des communications et des services linguistiques	1 120,00 \$
TELUS Santé (Canada) (anciennement Solutions Mieux-être Lifeworks)	Services professionnels en relation d’aide sur la santé et la sécurité au travail, en complément du programme d’aide aux employés	12 878,60 \$
Documens Traduction inc.	Contrat à exécution sur demande de services de traduction de textes divers pour l’Office et la Commission de toponymie	300,32 \$
Protocole – Trophées d’exception inc.	Services de production de trophées sur mesure pour les Mérites du français 2024	4 865,00 \$
Graphica Impression inc.	Contrat à exécution sur demande d’impression de documents pour divers dossiers de l’Office et de la Commission de toponymie	5 133,65 \$
Pulsion graphique	Contrat à exécution sur demande d’édition graphique pour divers dossiers de l’Office et de la Commission de toponymie	1 485,00 \$
VivaProd inc.	Services de traiteur pour le Gala des Mérites du français 2024	12 877,00 \$
Graphestudio S.E.N.C.	Services de photographie lors du Gala des Mérites du français 2024	600,00 \$
Catherine Mercier	Services d’animation du Gala des Mérites du français 2024	2 500,00 \$
Société de la Place des Arts de Montréal	Location du salon Urbain de la Place-des-Arts pour la tenue du Gala des Mérites du français 2024	2 485,00 \$
Productions CINA inc.	Services de production d’une vidéo d’animation graphique destinée à la promotion de la Vitrine linguistique	5 980,00 \$
Reprodoc inc.	Contrat à exécution sur demande d’impression de documents pour divers dossiers de l’Office et de la Commission de toponymie	1 425,75 \$

Fournisseur	Objet	Coût
Groupe Réalisation Ciné inc.	Production d'une capsule vidéo sur le vocabulaire de l'entraînement physique dont l'objectif est de promouvoir l'utilisation d'une terminologie française dans ce domaine	6 000,00 \$
Lynn Lord	Services professionnels de rédaction de documents stratégiques	3 307,50 \$
Luc Gratton	Services professionnels de consultation et participation au concours de recrutement comme membre du comité de sélection pour pourvoir un poste de niveau d'encadrement à l'Office	1 495,44 \$
Solutions Notarius inc.	Licence d'utilisation de la plateforme ConsignO Cloud pour la signature électronique des documents de l'Office	3 500,00 \$
Julien Perron-Gagné	Service de photographie et de captation vidéo pour la remise du Mérite du français dans la culture à la personne lauréate	600,00 \$
Luc Melanson	Création d'illustrations pour l'édition 2025 du livret <i>Dis-moi dix mots</i> du réseau des Organismes francophones de politique et d'aménagement linguistiques (OPALE)	8 700,00 \$
Samuel Tessier	Service de photographie des membres de la Commission de la toponymie à Québec pour le rapport annuel de gestion 2023-2024	510,00 \$
Racine Imagine	Service de photographie des membres de l'Office et photo organisationnelle à Montréal pour le rapport annuel de gestion 2023-2024	797,34 \$
Caroline Auger	Services d'écriture de deux nouvelles pour le livret <i>Dis-moi dix mots</i> s'adressant principalement à un public adolescent et aux lecteurs plus jeunes	2 000,00 \$
Groupe informatique Technologia inc.	Formation de l'équipe de développement et d'entretien des systèmes informatiques sur les nouveaux outils de technologies de l'information DevOps et GIT	7 339,20 \$
ITI inc.	Licences supplémentaires de la solution de sauvegarde infonuagique Commvault-Metallic	7 587,60 \$
Vanina De Gaetano Oroz	Services professionnels en technopédagogie en lien avec le plan de transformation numérique	10 175,00 \$
Alexandre Dal-Pan	Formation en pédagogie numérique intitulée <i>Les meilleures pratiques en matière de rédaction et de création de contenu pédagogique</i> offerte au personnel du Secrétariat général et Direction générale des communications et des services linguistiques	3 000,00 \$
Regroupement de réseaux en santé des personnes au travail	Services relatifs à la plateforme en ligne en matière de santé et mieux-être dans le cadre du programme d'aide aux employés	2 834,40 \$
Centre patronal SST – Formation et expertise	Conférence intitulée <i>Santé mentale au travail : l'humain derrière le gestionnaire</i> , dans le cadre de la rencontre du forum des gestionnaires	1 500,00 \$
Les solutions OutSideSoft inc.	Services d'abonnement annuel au logiciel de sondage en ligne SimpleSondage (forfait Entreprise)	1 392,00 \$
Statistique Canada	Production d'un tableau personnalisé des données de recensement 2021 pour le suivi de l'évolution de la situation linguistique	831,43 \$
Aquasélection	Services d'entretien périodique et de réparation du système de traitement de l'eau des bureaux de l'Office à Québec	396,85 \$
Connections CC	Services d'installation de câblage aux bureaux de l'Office à Laval	2 666,86 \$
Ergokinox inc.	Services d'évaluation ergonomique au bureau ou en télétravail pour le personnel de l'Office	660,00 \$
Regroupement de réseaux en santé des personnes au travail	Formation en matière de prévention et de gestion des situations de harcèlement psychologique intitulée <i>Rôles et habiletés du gestionnaire au regard du climat de travail</i>	3 800,00 \$
Tyco Feu et sécurité intégrés, Canada inc.	Achat du logiciel C.Cure 9000 pour la gestion des cartes d'accès des employés pour les nouveaux bureaux de Montréal dans le cadre du processus de déménagement du siège social de l'Office	0,00 \$
Bell Canada	Services d'installation et de gestion des liens de données d'internet destinés aux nouveaux bureaux de l'Office à Montréal	0,00 \$
ITI inc.	Commande en approvisionnement d'équipement informatique visant à moderniser et à sécuriser l'infrastructure réseautique de l'Office	0,00 \$
Micro Logic Sainte-Foy Itée	Renouvellement annuel de la maintenance des licences Infragistics pour l'abonnement à l'assistance prioritaire professionnelle	0,00 \$
ITGS inc.	Abonnement annuel aux licences infonuagiques Keeper pour la gestion de mots de passe	1 430,46 \$
Softchoice LP	Renouvellement de l'abonnement infonuagique au produit Adobe CC	9 287,28 \$

Fournisseur	Objet	Coût
Association des directeurs généraux des municipalités du Québec (ADGMQ)	Réservation d'un kiosque au congrès de l'ADGMQ au Delta Mont-Sainte Anne	3 950,00 \$
Softchoice LP	Abonnement infonuagique au produit Adobe CC	1 547,81 \$
Artopex inc.	Livraison et installation de chaises Anso et de casiers triples à trois niveaux pour les nouveaux bureaux de l'Office à Montréal à la suite du déménagement du siège social	1 016,56 \$
Artopex inc.	Acquisition de chaises Anso pour les nouveaux bureaux de l'Office à Montréal à la suite du déménagement du siège social	1 625,12 \$
Artopex inc.	Acquisition de casiers triples à trois niveaux pour les nouveaux bureaux de l'Office à Montréal à la suite du déménagement du siège social	5 277,76 \$
Le Courrier parlementaire (Publication Mass-Média inc.)	Abonnement annuel au Courrier parlementaire	2 150,00 \$
Revenu Québec	Numérisation des examens de français	1 943,90 \$
Fonds des biens et des services	Location d'un kiosque au congrès de l'Association des directeurs généraux des municipalités du Québec (ADGMQ) au Centre des Congrès de Rimouski pour faire connaître la mission et les services de la Commission de Toponymie	2 159,82 \$
Revenu Québec	Services d'impression des lettres destinées aux entreprises de 25 à 49 employés qui doivent s'inscrire à l'Office	2 511,27 \$
Fonds des biens et des services	Location d'un kiosque au congrès de l'Association des directeurs généraux des municipalités du Québec (ADGMQ) au Centre des Congrès de Québec pour faire connaître la mission et les services de la Commission de Toponymie	1 489,29 \$
Fonds des biens et des services	Location d'un kiosque au congrès de l'Association des directeurs généraux des municipalités du Québec (ADGMQ) à l'Hôtel Mont Sainte-Anne pour faire connaître la mission et les services de la Commission de Toponymie	1 587,48 \$
Esri Canada Limited	Abonnement infonuagique annuel à la licence ArcGis Pro	1 300,00 \$
2755-5267 Québec inc. (Service scolaire Rouyn-Noranda)	Acquisition d'une chaise ergonomique Zome	815,00 \$
Revenu Québec	Impression de papier en-tête	1 610,00 \$
Artopex inc.	Acquisition d'une chaise ergonomique Loveflex	750,48 \$
Enveloppe Concept inc.	Achat de boîtes de 500 enveloppes de papier kraft pour un total de 5 000 enveloppes	4 483,65 \$
Novexco inc. (Hamster)	Achat de couvercles de boîte à documents dans le cadre du processus de déménagement du siège social de l'Office	1 223,00 \$
Panavideo inc.	Cartes d'accès des employés ICLASS SE Prox Smart Card pour les bureaux de Laval et de Longueuil, qui sont intégrés aux locaux du ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration (MIFI), dans le cadre de la migration du système de contrôle d'accès du ministère	1 695,00 \$
Druid Informatique inc.	Renouvellement annuel pour l'abonnement aux licences Antidote 11 – Français	4 860,00 \$
Uline	Achat initial de boîtes de rangement de dossiers économiques avec couvercle dans le cadre du processus de déménagement du siège social de l'Office	938,55 \$
Uline	Achat additionnel de boîtes de rangement de dossiers économiques avec couvercle dans le cadre du processus de déménagement du siège social de l'Office	938,55 \$
Montants totaux en 2024-2025		206 888,12 \$

Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et est diffusée mensuellement sur le site de l'Office québécois de la langue française : <https://www.oqlf.gouv.qc.ca/RDIPRP/CONTRATS.ASPX>. De plus, l'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec (SEAO) à l'adresse suivante : <https://www.seao.gouv.qc.ca>.

G.7 Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme, en indiquant :

- a) La liste des soumissions et le montant de chacune;**
 - b) La grille d'évaluation des soumissions;**
 - c) Le soumissionnaire retenu et la justification de ce choix;**
 - d) Le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat;**
 - e) Le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation.**
-

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec: <https://seao.gouv.qc.ca>.

- G.8 Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2024-2025 :**
- a) La liste de toutes les ressources œuvrant au sein d'un ministère ou d'un organisme et qui ne sont pas des employés du gouvernement;**
 - b) Le total des coûts reliés à ces consultants, ventilé par catégories (incluant la masse salariale);**
 - c) Le sommaire de tout contrat octroyé pour l'embauche de ces consultants;**
 - d) Le nom de chaque consultant et la firme par laquelle il est employé;**
 - e) Une description de son mandat;**
 - f) La date de début de son contrat;**
 - g) La date prévue de fin de son contrat;**
 - h) Sa rémunération annuelle.**
-

Les informations relatives aux contrats octroyés à des firmes externes sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://seao.gouv.qc.ca> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et publique et qui sont diffusés mensuellement sur le site de l'Office québécois de la langue française : <https://www.oqlf.gouv.qc.ca/RDIPRP/CONTRATS.ASPX>.

G.9 Pour chaque projet de développement informatique, infonuagique ou de modernisation des systèmes informatiques initié pour l'exercice financier 2024-2025, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer :

- a) Le nom du projet;
- b) La nature du projet;
- c) L'échéancier initial (et revu s'il y a lieu);
- d) Le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;
- e) Les plus récentes évaluations du coût du projet;
- f) Les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière;
- g) L'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet;
- h) Les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates;
- i) Le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour;
- j) Le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet;
- k) Le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère :
 - La valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants.
- l) Indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics;
- m) Nombre et liste des pénalités appliquées à des sous-traitants dans le domaine des TI en 2024-2025.

m) Aucune pénalité appliquée à des sous-traitants dans le domaine des TI en 2024-2025.

Pour les sous-questions a), b), d), e) f), g) et i), l'information sur les projets informatiques de plus de 500 000 \$ est disponible sur le site Internet du Tableau de bord en ressources informationnelles à l'adresse suivante : <https://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca>.

- G.10** Concernant l'hébergement de données en infonuagique, fournir :
- a) Les coûts estimés par année;
 - b) Les coûts totaux réels pour l'hébergement de données;
 - c) Les coûts pour pénalités pour dépassement de capacité;
 - d) La liste des fournisseurs;
 - e) Une copie du plan de déploiement.
-

	Coûts
b) Les coûts totaux réels pour l'hébergement de données	3 136 \$
c) Les coûts pour pénalités pour dépassement de capacité	0 \$

Les informations concernant la liste des fournisseurs et des prestataires de services qualifiés par appel d'intérêt en infonuagique est disponible sur Internet à l'adresse suivante: <https://www.quebec.ca/gouvernement/faire-affaire-gouvernement/services-organisations-publiques/services-de-plateformes-technologiques/courtier-infonuagique>.

- G.11 De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2024-2025 ventilé par mois, de chacune des dépenses suivantes :
- a) La photocopie;
 - b) Le mobilier de bureau;
 - c) L'ameublement;
 - d) La décoration et l'embellissement, incluant les œuvres d'art et les frais pour l'entretien des plantes;
 - e) Le distributeur d'eau de source;
 - f) Le remboursement des frais de transport;
 - g) Le remboursement des frais d'hébergement;
 - h) Le remboursement des frais de repas;
 - i) Le remboursement des frais d'alcool et de fêtes;
 - j) L'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :
 - Au Québec;
 - À l'extérieur du Québec.

	Coûts
Photocopie	0 \$
Mobilier de bureau	0 \$
Ameublement	2 752 \$
Décoration et embellissement	144 \$
Distributeurs d'eau de source	0 \$
Frais de transport	5 653 \$
Frais de repas	10 \$
Frais de fêtes (aucun frais d'alcool)	0 \$
Congrès au Québec, colloques et perfectionnement	3 927 \$
Congrès, colloques et perfectionnement à l'extérieur du Québec	0 \$
TOTAL	12 486 \$

Les coûts reliés aux bureaux de circonscription sont régis par le Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinets et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien de l'Assemblée nationale.

G.12 De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2024-2025, ventilé par mois, de chaque dépense reliée à la téléphonie :

- a) Le coût des contrats téléphoniques;
- b) Le coût des frais d'itinérance et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme;
- c) Le coût lié aux dépassements des forfaits de données et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme;
- d) Les coûts de résiliation, s'il y a lieu;
- e) Le nombre de téléphones cellulaires (BlackBerry, iPhone ou autre type de téléphone intelligent);
- f) Les coûts d'acquisition des appareils;
- g) Les coûts d'utilisation des appareils;
- h) Les noms des fournisseurs;
- i) Les ordinateurs portables;
- j) Les iPads ou autre type de tablette électronique.

	Coûts
B - Le coût des frais d'itinérance	9,80 \$
C - Le coût lié aux dépassements des forfaits de données	77,85 \$
D - Les coûts de résiliation	0 \$

Pour les sous-questions a), f), g), h) l'information fournie en réponse à ces questions est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 25). <http://www.oqlf.gouv.qc.ca/RDIPRP/index.aspx>

- G.13** Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2024-2025 ainsi que les prévisions pour 2025-2026 :
- a) Le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) de 35 ans et plus;
 - b) Le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) de 35 ans et moins;
 - c) Le nombre total de jours de maladie pris par le personnel;
 - d) Le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi;
 - e) Le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.) :
 - Le coût moyen par employé, selon la classe de travail;
 - f) Le nombre total de jours de vacances pris par le personnel;
 - g) Le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours, et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi;
 - h) Le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers;
 - i) L'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);
 - j) L'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir;
 - k) Le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie;
 - l) Le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires;
 - m) Le nombre d'employés permanents et temporaires;
 - n) Le nombre de départ volontaires, ventilé par raisons du départ;
 - o) Le nombre de postes abolis ventilé par corps d'emploi;
 - p) L'effectif autorisé par le SCT en vertu de la loi 15 sur le contrôle des effectifs;
 - q) Le nombre de postes vacants et le nombre d'ETC non comblés, ventilé par région;
 - r) Le nombre de postes demeurés vacants en raison des mesures de contrôle des dépenses (gel de recrutement) décrétées par le gouvernement du Québec le 1^{er} novembre 2024.

Pour les questions a), b), c), d), e), f), g), i), j), k), l), m), n) et p)

La réponse à ces questions sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

h) Le nombre de personne et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) du personnel qui reçoit une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoit également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation

En ce qui a trait à l'information recherchée concernant la liste du personnel, par catégorie d'emploi, qui reçoit une rémunération et une prestation de retraite d'un régime de retraite, nous vous informons que ces renseignements renferment des renseignements personnels confidentiels au sens de l'article 54 de la *Loi sur l'accès*. Le paragraphe 1^o de l'article 53 ainsi que le premier alinéa de l'article 59 de cette loi nous obligent à refuser de donner accès à ces renseignements. Par ailleurs, l'amalgame des renseignements recherchés n'a pas un caractère public conformément à l'article 57 de la *Loi sur l'accès*.

o) Le nombre de postes abolis ventilé par corps d'emploi

Le suivi des effectifs gouvernementaux s'effectue en heures rémunérées et non en postes, ce qui permet de faire l'adéquation entre les budgets de rémunération des ministères et organismes et leur consommation réelle en heures rémunérées. L'information relative à l'utilisation des ressources humaines est présentée au rapport annuel de gestion.

p) L'effectif autorisé par le SCT en vertu de la loi 15 sur le contrôle des effectifs

La réponse à ces questions sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

q) Le nombre de postes vacants et le nombre d'ETC non comblés, ventilé par région

Le suivi des effectifs gouvernementaux s'effectue en heures rémunérées et non en postes, ce qui permet de faire l'adéquation entre les budgets de rémunération des ministères et organismes et leur consommation réelle en heures rémunérées. L'information relative à l'utilisation des ressources humaines est présentée au rapport annuel de gestion.

r) Le nombre de postes demeurés vacants en raison des mesures de contrôle des dépenses (gel de recrutement) décrétées par le gouvernement du Québec le 1^{er} novembre 2024

Le suivi des effectifs gouvernementaux s'effectue en heures rémunérées et non en postes, ce qui permet de faire l'adéquation entre les budgets de rémunération des ministères et organismes et leur consommation réelle en heures rémunérées. L'information relative à l'utilisation des ressources humaines est présentée au rapport annuel de gestion.

G.14 Pour chaque ministère et organisme, par direction, pour l'année 2024-2025 et les prévisions pour l'année 2025-2026 :

- a) Le nombre de départs à la retraite, incluant le total et la ventilation des indemnités versées ou estimées;
 - b) Le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines;
 - c) Le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.
-

a) Le nombre de départs à la retraite, incluant le total et la ventilation des indemnités versées ou estimées

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

b) Le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines

Pour l'exercice 2024-2025, aucun taux de remplacement n'a été fixé.

c) Le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats

Trois retraités.

- G.15** Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2024-2025 en indiquant pour chacun d'eux :
- a) L'emplacement de la location;
 - b) La superficie totale pour chaque local loué;
 - c) Le coût total de ladite location;
 - d) Les coûts d'aménagement, de rénovations réalisées depuis le 1^{er} avril 2018, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
 - e) La durée du bail;
 - f) Propriétaire de l'espace loué;
 - g) En cas de résiliation de bail en cours d'année, les coûts de résiliation;
 - h) La superficie totale réellement occupée;
 - i) La superficie inoccupée;
 - j) Le coût de location au mètre carré;
 - k) Les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.

a) Emplacement de la location	d) Coûts d'aménagement depuis le 1 ^{er} avril 2024	g) Coût de résiliation
800, rue du Square-Victoria, Montréal *	35 616 \$	S. O.
276, rue Saint-Jacques, Montréal *	25 760 \$	S. O.
750, boulevard Charest Est, Québec	0 \$	S. O.
204, rue des Oblats, Saguenay	0 \$	S. O.
1-5, place Laval, Laval	0 \$	S. O.
170, rue de l'Hôtel-de-Ville, Gatineau	0 \$	S. O.
100, rue Laviolette, Trois-Rivières	0 \$	S. O.
145, avenue Québec, Rouyn-Noranda	0 \$	S. O.
337, rue Moreault, Rimouski	0 \$	S. O.
225, rue Frontenac, Sherbrooke	0 \$	S. O.
1680, boulevard Saint-Joseph, Drummondville	0 \$	S. O.
101, boulevard Roland-Therrien, Longueuil	0 \$	S. O.

L'Office n'a signé aucun bail pour les espaces occupés.

À la sous question e), pour les immeubles qui sont propriété de la Société québécoise des infrastructures, l'Office conclut des ententes d'occupation annuelles. Les ententes d'occupation avec le ministère de la Culture et des Communications (MCC) sont renouvelées automatiquement.

* L'Office a déménagé, le 16 décembre 2024, du 800, rue du Square-Victoria au 276, rue Saint-Jacques. Les travaux d'aménagement des nouveaux locaux sont toujours en cours. Les coûts d'aménagement au 31 janvier 2025 sont approximatifs.

L'information fournie sur l'emplacement de la location, la superficie totale pour chaque local loué, le coût total de ladite location et le propriétaire de l'espace loué fait partie des informations diffusées sur une base annuelle sur le site Internet de l'organisme en vertu du *Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels* (article 4, paragraphe 27°) : <http://www.oqlf.gouv.qc.ca/rdiprp/donnees.aspx>.

G.16 Concernant les actifs immobiliers excédentaires du ministère ou de l'organisme en 2024-2025, fournir :

- a) La liste des actifs excédentaires inoccupés;
 - b) La valeur estimée de ceux-ci;
 - c) Les coûts d'entretien annuel;
 - d) Le nombre de pieds carrés de ceux-ci.
-

La réponse à cette question sera transmise par la Société québécoise des infrastructures, et ce, pour tous les ministères et organismes occupant un immeuble dont celle-ci est propriétaire.

De plus, il n'y a aucun immeuble qui n'est pas la propriété de la Société québécoise des infrastructures.

- G.17 Pour la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2024-2025, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés, incluant :**
- a) Les dates des travaux;**
 - b) Les coûts;**
 - c) Le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.**
-

Aucun.

L'information fournie inclut les cabinets ministériels. Les coûts reliés aux bureaux de circonscription sont régis par le Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinets et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien à l'Assemblée nationale.

- G.18** Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2024-2025, en indiquant pour chaque individu :
- a) La date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant;
 - b) Le titre de la fonction;
 - c) L'adresse du port d'attache;
 - d) La masse salariale totale par cabinet;
 - e) Le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés;
 - f) La prime de départ versée, le cas échéant;
 - g) La liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève;
 - h) La description de tâches;
 - i) Le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour 2024-2025;
 - j) Le nombre total d'employés au cabinet;
 - k) Le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée;
 - l) Si l'employé a ou non signé les directives du premier ministre intitulées : Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre et Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État.
-

Non applicable.

G.19 Liste des sommes d'argent versées en 2024-2025, par mois, à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant :

- a) Le nom de l'organisme concerné ou de la personne;
- b) La circonscription électorale;
- c) Le montant attribué;
- d) Le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de l'Office québécois de la langue française en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (article 4, paragraphe 26), à l'adresse <https://www.oqlf.gouv.qc.ca/RDIPRP/donnees.aspx>.

- G.20** Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi, (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère :
- a) Le nom de la personne;
 - b) Le poste occupé;
 - c) Le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
 - d) L'assignation initiale et l'assignation actuelle;
 - e) La date de l'assignation hors structure;
 - f) La date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu;
 - g) Les prévisions pour 2025-2026.
-

Aucun

G.21 Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant :

- a) Le poste initial;**
- b) Le salaire;**
- c) Le poste actuel, s'il y a lieu;**
- d) La date de mise en disponibilité;**
- e) Les prévisions 2025-2026.**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

- G.22 Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir pour 2024-2025, le nombre d'occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé, en précisant la ou les raisons et en ventilant :**
- a) Par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, personnel de soutien, fonctionnaires, etc.);**
 - b) Par catégorie d'âge;**
 - c) Prévisions 2025-2026.**
-

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

- G.23** Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant :
- a) Le nom de la personne;
 - b) Le poste occupé et le nom de l'organisme;
 - c) Le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
 - d) L'assignation initiale;
 - e) L'assignation actuelle;
 - f) La date de l'assignation hors structure;
 - g) La date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.
-

Aucun.

G.24 Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2024-2025, en précisant pour chaque abonnement :

- a) Le coût de chacun;
- b) Le fournisseur;
- c) La nature du service;
- d) S'il a été réalisé par le cabinet ministériel ou à sa demande.

Ventiler le montant total par catégories.

Fournisseur	Coût	Description
Journaux, revues mensuelles et publications (format papier ou électronique)		
CILF	137,74 \$	<i>Le français moderne</i> – revue sur la linguistique (abonnement pour 2025)
De Marque	616,16 \$	<i>Multidictionnaire de la langue française</i> – dictionnaire des difficultés de la langue, en ligne
Classiques Garnier	90,17 \$	<i>Neologica</i> – revue sur la néologie
Mishmash Média	72 \$	<i>L'actualité</i> – revue d'actualité
Coopérative nationale de l'information indépendante	139,95 \$	Journaux régionaux numériques des Coops de l'information (<i>Le Nouvelliste, La Voix de l'Est, Le Quotidien, Le Droit, La Tribune, Le Soleil</i>) – abonnement annuel
Éditions La Liberté	34,16 \$	<i>Les Cahiers des Dix</i> – revue sur l'histoire du Québec
Éditions Cap-aux-Diamants	45 \$	<i>Cap-aux-Diamants</i> – revue sur l'histoire du Québec
Elsevier	222,60 \$	<i>Dorland's Medical Dictionary Online</i> – dictionnaire en ligne spécialisé en médecine – 4 abonnements individuels
Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale	125,24 \$	<i>Normes et ouvrages routiers</i> – publication – 4 mises à jour
De Marque	2 244\$	<i>Le petit Robert</i> – dictionnaire de langue général, en ligne
Pour la science	133,98 \$	<i>Pour la science</i> – revue d'actualité scientifique
Vélo Québec	49 \$	<i>Québec Science</i> – revue d'actualité scientifique
Sciences et avenir	59,70 \$	<i>La recherche</i> – revue d'actualité scientifique
Recherches autochtones au Québec	150 \$	<i>Revue d'études autochtones</i> – revue
Société d'histoire de Charlevoix	40 \$	<i>Revue d'histoire de Charlevoix</i> – revue
Société historique du Saguenay	45 \$	<i>Saguenayensia</i> – revue d'histoire du Saguenay
Unbound Medicine	163,60 \$	<i>Taber's Medical Dictionary Online</i> – dictionnaire en ligne spécialisé en médecine – 4 abonnements individuels
Vélo Québec	39 \$	<i>Vélo Mag</i> – revue sur le cyclisme
Association québécoise des enseignantes et enseignants du primaire	69,58 \$	<i>Vivre au primaire</i> – revue professionnelle pour les enseignantes et enseignants du primaire
Next Interactive Media	186,85 \$	<i>01Net</i> – revue d'actualité sur les technologies
Thomson Reuters	522 \$	<i>Accès à l'information</i> – 2 mises à jour
Sites spécialisés de recherche sur Internet		
Cision	3 033,54 \$	Eureka – base de données d'articles de presse – 10 accès simultanés
CNRS	126,04\$	Frantext – base de données en ligne de références en langue française (corpus) – 2 abonnements individuels
Institut généalogique Drouin	409 \$	Généalogie Québec – base de données généalogiques – 3 abonnements individuels pour la Commission de toponymie
Institut généalogique Drouin	499,99 \$	PRDH-IGD – base de données généalogiques – abonnement institutionnel permettant 175 requêtes par semaine pour la Commission de toponymie

Fournisseur	Coût	Description
Services documentaires multimédias	600 \$	Repère – base de données québécoise d’articles de périodiques
Ancestry	693,27 \$	Ancestry – base de données généalogiques permettant de valider des informations indispensables au travail des chercheuses et des chercheurs de la Commission de toponymie – 1 abonnement individuel annuel et 2 abonnements individuels semestriels
Ancestry	573,48 \$	Newspapers.com – base de données d’archives de journaux – 3 abonnements individuels pour la Commission de toponymie
Encyclopedia Britannica inc.	399 \$	Britannica Academic – encyclopédie générale en langue anglaise
Oxford University Press	1 950,81 \$	Oxford Reference Premium – base de données d’ouvrages de référence

L’information fournie inclut les cabinets ministériels.

G.25 Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, de billets de spectacles ou d'événements sportifs et culturels, les billets d'événements et de conférences organisées par les chambres de commerce, pour la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.

Aucune

G.26 Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce, depuis l'existence du site :

- a) Le nom du site web;
- b) Le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site;
- c) Les coûts de construction du site;
- d) Les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour;
- e) Les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement);
- f) Le nombre de visiteurs (« hits ») par mois;
- g) Le nombre de visiteurs uniques mensuellement;
- h) Les coûts liés à la réservation de noms de domaines;
- i) La fréquence moyenne de mise à jour;
- j) Le responsable du contenu du site.

Adresse du site Internet : www.oqlf.gouv.qc.ca	
Sujets	Détails
Nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site	La version actuelle du site Web de l'Office a été entièrement réalisée par son personnel.
Coûts de construction du site	Pour l'année 2024-2025, le site n'a généré aucun coût de construction.
Coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour	L'hébergement, l'entretien et la mise à jour sont assurés par le personnel de l'Office.
Coûts de modernisation ou de refonte	Aucun coût en 2024-2025.
Coûts liés à la réservation de noms de domaines	Les coûts de gestion du nom de domaine www.oqlf.gouv.qc.ca s'élèvent à 114 \$. Ce montant inclut la gestion des noms de domaines gdt.oqlf.gouv.qc.ca , bdl.oqlf.gouv.qc.ca , examens.oqlf.gouv.qc.ca , et vitrinelinguistique.oqlf.gouv.qc.ca .

Adresse du site Internet : www.francofete.qc.ca	
Sujets	Détails
Nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site	La version actuelle du site Web de la Francofête a été entièrement réalisée par le personnel de l'Office.
Coûts de construction du site	Pour l'année 2024-2025, le site n'a généré aucun coût de construction.
Coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour	L'hébergement, l'entretien et la mise à jour sont assurés par le personnel de l'Office.
Coûts de modernisation ou de refonte	Aucun coût en 2024-2025.
Coûts liés à la réservation de noms de domaines	La gestion du nom de domaine www.francofete.qc.ca est incluse dans le forfait de Réseau Internet Québec. Les coûts de gestion s'élèvent à 1 100 \$. Ce forfait inclut la gestion de 20 noms de domaines et des dérivés comme www.granddictionnaire.com , www.toponymiefrancophone.org , www.divisionfrancophone.org et vitrinelinguistique.org .

Adresse du site Internet : toponymie.gouv.qc.ca	
Sujets	Détails
Nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site	Le site de la Commission de toponymie a été achevé en 2009 par le fournisseur Ixmedia inc., qui a assuré la réalisation des maquettes schématiques et graphiques ainsi que celle des gabarits de pages HTML.
Coûts de construction du site	Pour l'année 2024-2025, le site n'a généré aucun coût de construction.
Coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour	L'hébergement, l'entretien et la mise à jour sont assurés par le personnel de la Commission et de l'Office.
Coûts de modernisation ou de refonte	Aucun coût en 2024-2025.
Coûts liés à la réservation de noms de domaines	Les coûts de gestion du nom de domaine www.toponymie.gouv.qc.ca s'élèvent à 114 \$. Ce montant inclut la gestion du nom de domaine cartes.toponymie.gouv.qc.ca .

Adresse du site Internet : www.toponymiefrancophone.org/divfranco	
Sujets	Détails
Nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site	Ce site, conçu par le personnel de la Commission et de l'Office, a été mis en ligne en juin 2002, puis refondu en 2009 dans sa version actuelle. Il est hébergé sur le même serveur que celui du site Web de la Commission.
Coûts de construction du site	Pour l'année 2024-2025, le site n'a généré aucun coût de construction.
Coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour	L'hébergement, l'entretien et la mise à jour sont assurés par le personnel de la Commission et de l'Office.
Coûts de modernisation ou de refonte	Aucun coût en 2024-2025.
Coûts liés à la réservation de noms de domaines	La gestion du nom de domaine www.toponymiefrancophone.org/divfranco est incluse dans la gestion du nom de domaine www.francofete.qc.ca .

Adresse du site Internet : examens.oqlf.gouv.qc.ca	
Sujets	Détails
Nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site	Ce site a été entièrement réalisé par le personnel de l'Office.
Coûts de construction du site	Pour l'année 2024-2025, le site n'a généré aucun coût de construction.
Coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour	L'hébergement, l'entretien et la mise à jour sont assurés par le personnel de l'Office.
Coûts de modernisation ou de refonte	Aucun coût en 2024-2025.
Coûts liés à la réservation de noms de domaines	La gestion du nom de domaine examens.oqlf.gouv.qc.ca est incluse dans la gestion du nom de domaine www.oqlf.gouv.qc.ca .

Adresse du site Internet : vitrinelinguistique.oqlf.gouv.qc.ca	
Sujets	Détails
Nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site	Toumoro
Coûts de construction du site	Ne s'applique pas.
Coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour	L'entretien et la mise à jour sont assurés par Toumoro ainsi que par le personnel de l'Office. L'hébergement est assuré par Toumoro jusqu'au 30 juin 2025. Pour l'année 2024-2025, une somme de 12 000 \$ a été dépensée. Une banque d'heures permettant d'obtenir de l'assistance technique peut être utilisée au besoin. L'utilisation de celle-ci engendre des frais qui sont facturés en fonction des demandes. Pour l'année 2024-2025, une somme de 4 888 \$ a été dépensée.
Coûts de modernisation ou de refonte	Ne s'applique pas.
Coûts liés à la réservation de noms de domaines	La gestion du nom de domaine vitrinelinguistique.oqlf.gouv.qc.ca est incluse dans la gestion du nom de domaine oqlf.gouv.qc.ca . À noter que les noms de domaines gdt.oqlf.gouv.qc.ca , www.granddictionnaire.gouv.qc.ca et bdl.oqlf.gouv.qc.ca redirigent vers vitrinelinguistique.oqlf.gouv.qc.ca .

Adresse du site Internet : cartes.toponymie.gouv.qc.ca	
Sujets	Détails
Nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site	Toumoro et Cofomo
Coûts de construction du site	Ne s'applique pas.
Coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour	L'hébergement, l'entretien et la mise à jour sont assurés par le personnel de la Commission et de l'Office. Le coût d'hébergement en infonuagique avec Microsoft est de 862 \$.
Coûts de modernisation ou de refonte	Ne s'applique pas.
Coûts liés à la réservation de noms de domaines	La gestion du nom de domaine cartes.toponymie.gouv.qc.ca est incluse dans la gestion du nom de domaine toponymie.gouv.qc.ca .

G.27 Pour 2024-2025, les dépenses effectuées par le ministère pour les tournées, les visites ou rencontres ministérielles et sous-ministérielles dans les régions du Québec, en précisant

- a) Les régions et les villes visitées;**
- b) Les personnes et organismes rencontrés;**
- c) Pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants;**
- d) Les raisons du déplacement;**
- e) L'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;**
- f) Les coûts ventilés;**
- g) Le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.**

Non applicable.

- G.28 La liste exhaustive de tous les mandats et dossiers et de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres pour 2024-2025 :**
- a) Le détail des mandats;**
 - b) Le coût (déplacements, etc.);**
 - c) Le nombre de ressources affectées;**
 - d) Le nombre de rencontres;**
 - e) Le nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre;**
 - f) L'objet;**
 - g) Les dates.**
-

Non applicable.

G.29 Liste des entités administratives créées, fusionnées, scindées ou abolies sous la responsabilité du ministère en précisant les coûts de transition et les coûts de formation.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

G.30 Le détail des crédits périmés et reportés pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2024-2025 et les prévisions pour 2025-2026.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

G.31 L'inventaire complet des services tarifiés que le ministère et les organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2025-2026.

L'information concernant la Politique de financement des services publics sera présentée au Rapport annuel 2024-2025 des ministères et des organismes.

G.32 Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement demandé par le Secrétariat du Conseil du Trésor pour 2024-2025 et prévisions pour 2025-2026.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

G.33 Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2024-2025, ainsi que les prévisions pour 2025-2026 et 2026-2027, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, entente ou autre, les sommes reçues, la ou les dates de versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.

Aucune.

G.34 Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2024-2025, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes au rendement et des bonis.

Aucun.

G.35 Pour chaque cabinet ministériel, fournir pour l'année financière 2024-2025 le montant total des primes au rendement, des ajustements salariaux non récurrents et des bonis versés au personnel de cabinet.

En 2024-2025, aucun boni ou autre rémunération variable fondé sur le rendement n'a été accordé au personnel de cabinet ministériel, et ce, conformément à la Directive concernant le recrutement, la nomination, la rémunération et les autres conditions de travail du personnel des cabinets de ministre.

G.36 Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2024-2025, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.

Aucun.

G.37 Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2024-2025 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

G.38 La liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l'année financière 2024-2025 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2024-2025. Pour chacun de ces programmes existants en 2024-2025, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2025-2026, en incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

G.39 Indiquer les nouvelles initiatives ou toute majoration apportée à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

G.40 Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres) :

- a) La dépense totale (opération et capital);
 - b) Les grands dossiers en cours;
 - c) Le nombre d'employés attitrés aux dossiers informatiques;
 - d) Préciser le nombre en équivalent ETC et comparaison entre le nombre de ressources internes et externes dans le domaine des TI;
 - e) Le nombre de consultants externe attitrés aux dossiers informatiques.
-

a) Pour l'Office québécois de la langue française, la dépense totale en ressources informationnelles pour 2024-2025 (opération et capital) s'élève à 5 378 447,43 \$.

b) Les informations sont disponibles au tableau de bord (<https://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca/>).

d) et e) L'information recherchée se retrouve à l'adresse Internet suivante:

<https://www.donneesquebec.ca/recherche/dataset/portrait-de-la-main-d-oeuvre-en-ti-de-la-fonction-publique-du-quebec>

G.41 Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2024-2025 le taux d'absentéisme en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

- G.42** Pour chaque ministère et organisme public, incluant les cabinets ministériels et membres du conseil des ministres, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnelle en indiquant :
- a) La dépense totale relative au paiement des cotisations;
 - b) La liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation;
 - c) Le nombre d'employés ayant bénéficié du paiement des cotisations.

Nom de l'association	Nombre de personnes	Nom de la directive	Coût total
Barreau du Québec	8	Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor	15 096 \$

G.43 Pour tout sondage ou enquête d'opinion réalisés par le ministère ou l'organisme, indiquer :

- a) La date;
- b) La nature;
- c) Les questions posées;
- d) Les réponses;
- e) La firme retenue;
- f) Les coûts.

Aucun sondage n'a été réalisé entre le 1^{er} avril 2024 et le 31 janvier 2025.

G.44 Tout montant dépensé par le ministère ou l'organisme en 2024-2025 visant à compenser les émissions de gaz à effet de serre produites dans le cadre des activités du ministère ou de l'organisme.

Aucun.

G.45 Au sujet du transfert d'emplois gouvernementaux en région:

- a) Fournir tout scénario et étude réalisée par le ministère ou l'organisme ainsi que toute action réalisée en 2024-2025;**
 - b) Nombre d'emplois gouvernementaux au sein du ministère ou de l'organisme qui ont été transféré en région en 2024-2025 en précisant la région d'origine et la région de destination;**
 - c) Nombre d'emplois transférés en région depuis le 1^{er} octobre 2018.**
-

L'information fournie en réponse à cette question est diffusée à l'adresse suivante:

<https://www.quebec.ca/gouvernement/politiques-orientations/regionalisation>.

G.46 Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : g) Plan d'action à l'égard des personnes handicapées 2024-2027.

Somme investie en 2024-2025 : 750,48 \$.

Le plan d'action à l'égard des personnes handicapées est disponible sur le site Internet de l'Office : <https://www.oqlf.gouv.qc.ca/office/planification-strategique.html>

G.47 Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : n) Plan d'action de développement durable 2023-2028.

En 2024-2025, l'Office québécois de la langue française a investi 2 708,09 \$ dans le cadre des mesures inscrites au Plan d'action de développement durable.

Le Plan d'action de développement durable est disponible sur le site Internet de l'Office : https://www.oqlf.gouv.qc.ca/office/plans_action/PADD-2023-2028.pdf.

G.48 Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : Rapport de la Commission spéciale sur les droits des enfants et de la protection de la jeunesse.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

G.49 Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de : III) tout autre plan d'action ministériel ou interministériel pour lequel le ministère ou l'organisme est impliqué.

L'information concernant tout autre plan d'action ministériel ou interministériel se retrouve notamment au Rapport annuel de gestion ainsi qu'au Plans annuels de gestion des dépenses des ministères et des organismes.

G.50 Au sujet des mesures de télétravail ou de travail à distance, en 2024-2025, au sein du ministère ou de l'organisme :

- a) Nombre total d'employés au sein du ministère ou de l'organisme;
- b) Nombre d'employés au total en ayant bénéficié;
- c) Nombre d'employés en bénéficiant toujours au 31 mars 2025;
- d) Proportion de l'effectif total du ministère ou de l'organisme en ayant bénéficié;
- e) Nombre d'employés en bénéficiant : 1 jour par semaine; 2 jours par semaine; 3 jours par semaine; 4 jours par semaine; 5 jours par semaine.

Depuis le 4 avril 2022, l'exercice du télétravail dans la fonction publique québécoise est encadré par la Politique-cadre en matière de télétravail qui peut être consultée à l'adresse suivante: https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/adm/min/secretariat-du-conseil-du-tresor/publications-adm/politique-cadre/Politique_cadre_teletravail.pdf.

G.51 Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2024-2025 en matière de remboursement aux employés pour l'achat de matériel requis pour le télétravail.

L'Office québécois de la langue française a remboursé aux employés 3 171,40 \$ pour l'achat de matériel requis pour le télétravail.

G.52 Concernant toute mesures de soutien aux employés en matière de santé mentale, au sein du ministère ou de l'organisme en 2024-2025 :

- a) Les sommes dépensées;**
 - b) Les sommes dépensées spécifiquement en ressources externes en la matière.**
-

- a) Au 31 janvier 2025, le total des sommes dépensées pour des mesures de soutien aux employés en matière de santé mentale s'élève à 20 221,00 \$.
- b) Les sommes dépensées spécifiquement en ressources externes en la matière s'élèvent à 20 221,00 \$.

Les informations relatives aux contrats octroyés à des firmes externes sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.gouv.qc.ca> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et qui sont diffusés mensuellement sur le site Internet de l'Office : <https://www.oqlf.gouv.qc.ca/RDIPRP/contrats.aspx>.

G.53 Liste des CT réunions en indiquant qui a fait la demande (cabinet, sous-ministre, ministère), la liste des personnes présentes, les coûts et le nom des fournisseurs.

Activité	Description de l'activité	Fournisseur	Date	Nombre de participantes et participants prévus	Coût de l'activité
Réunion des membres de l'Office	Pause-café	Couche-Tard	10 avril 2024	10	13,49 \$
Réunion du Comité de suivi de la situation linguistique	Dîner	Avec Plaisir Chefs traiteurs	6 mai 2024	5	130,75 \$
Réunion des membres de la Commission de toponymie	Pause-café et repas	Le café du Monde	6 juin 2024	9	346,16 \$
Réunion des membres de l'Office québécois de la langue française	Location de la salle de réunion, pause-café et repas du midi	Restaurant de l'Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec	19 juin 2024	10	1 007,75 \$
Réunion des membres de l'Office québécois de la langue française	Pause-café	Café du Parquet	11 septembre 2024	9	82,35 \$
Réunion des membres de la Commission de toponymie	Pause-café	Maxi	3 octobre 2024	8	27,03 \$
Réunion des membres de l'Office québécois de la langue française	Pause-café	Café du Parquet	29 octobre 2024	8	82,35 \$
Activité de reconnaissance pour le personnel de la région du Québec	Activités de reconnaissance pour souligner l'appréciation de l'Office au personnel parti à la retraite et au personnel ayant cumulé 25 ans ou 35 ans de service dans la fonction publique en 2023-2024.	Fleuriste du Faubourg, Bureau en-gros, Metro	30 octobre 2024	80	397,60 \$
Activité de reconnaissance pour le personnel de la région du Montréal et d'autres régions	Activités de reconnaissance pour souligner l'appréciation de l'Office au personnel parti à la retraite et au personnel ayant cumulé 25 ans ou 35 ans de service dans la fonction publique en 2023-2024.	Groupe Neurons, Archambault, Pandora, Sports Experts, Avril, Montréal Humaniti	19 novembre 2024	160	1 652,51 \$
Réunion des membres de l'Office québécois de la langue française	Pause-café et dîner	Café du Parquet	3 décembre 2024	9	262,35 \$

G.54 Liste de toutes les formations (incluant les formations continues et celles menant à l'obtention d'une certification ou d'un diplôme), conférences, ateliers, journées d'activités, activités de développement, sommets, congrès ou autres activités auxquelles ont participé les employés du ministère et des organismes qui en relèvent au cours de l'année 2024-2025. Indiquer :

- a) Le lieu;
- b) Le coût;
- c) La ou les dates de participation;
- d) Le nombre de participants;
- e) Le nom de la personne ou de l'organisme ayant offert l'activité;
- f) Le nom de la formation ou de l'activité.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de l'organisme en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphes 22 et 23). <https://www.oqlf.gouv.qc.ca/RDIPRP/donnees.aspx>

G.55 Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2024-2025 :

- a) La liste de tous les concours et tirages réalisés ;
- b) Les prix remis aux gagnants des concours et des tirages, ainsi que la valeur de ces prix ;
- c) L'objectif visé par la tenue de chacun des concours ;
- d) La liste des concours qui ont pris fin.

Office québécois de la langue française

Concours et tirages réalisés	Prix remis aux gagnants	Objectifs du concours
Concours de la Francofête 2024 destiné au grand public	Dix prix ont été remis à la fin d’avril 2024 : <ul style="list-style-type: none">• quatre cartes-cadeaux de 100 \$ de la Librairie Renaud-Bray;• trois cartes-cadeaux de 100 \$ de la billetterie Lepointdevente.com;• trois cartes-cadeaux de 100 \$ de la boutique québécoise Randolph.	Susciter chez les Québécois et les Québécoises la fierté de parler la langue commune et d’évoluer dans un environnement en français. Il s’agit d’un concours ludique qui permet de tester ses connaissances en matière de langue française.
Concours de la Francofête 2024 destiné aux enseignantes et enseignants de français au secondaire et à leurs élèves	Deux lots de prix ont été remis à la fin d’avril 2024. Chaque lot de prix comprenait : <ul style="list-style-type: none">• une carte-cadeau de 250 \$ de la Librairie Renaud-Bray;• une carte-cadeau de 250 \$ de la boutique québécoise Randolph.	Susciter chez les jeunes du secondaire la fierté de parler la langue commune et d’évoluer dans un environnement en français. Il s’agit d’un concours ludique qui permet de tester ses connaissances en matière de langue française.
Concours de la Francofête 2024 destiné aux entreprises	Dix prix ont été remis à la fin d’avril 2024 : <ul style="list-style-type: none">• quatre cartes-cadeaux de 100 \$ de la Librairie Renaud-Bray;• trois cartes-cadeaux de 100 \$ de la billetterie Lepointdevente.com;• trois cartes-cadeaux de 100 \$ de la boutique québécoise Randolph.	Susciter chez les travailleuses et les travailleurs du Québec la fierté de travailler dans un environnement en français et valoriser l’usage de la langue française au sein des entreprises québécoises. Il s’agit d’un concours ludique qui permet de tester ses connaissances en matière de langue française.

Concours et tirages réalisés	Prix remis aux gagnants	Objectifs du concours
Concours de créativité lexicale 2024	<p>Les prix ont été remis en juin 2024.</p> <p>Premier prix</p> <ul style="list-style-type: none"> • Une carte-cadeau de 2 000 \$ de la Librairie Renaud-Bray; • Une carte-cadeau de 200 \$ du magasin Bureau en gros; • Cinq exemplaires de la bande dessinée <i>Magasin général</i> de Régis Loisel et Jean-Louis Tripp, publiée aux éditions Casterman, d'une valeur totale de 150 \$, et des romans jeunesse variés, d'une valeur totale de 200 \$. <p>Deuxième prix</p> <ul style="list-style-type: none"> • Une carte-cadeau de 1 000 \$ de la Librairie Renaud-Bray; • Une carte-cadeau de 200 \$ du magasin Bureau en gros; • Cinq exemplaires de la bande dessinée <i>Magasin général</i> de Régis Loisel et Jean-Louis Tripp, publiée aux éditions Casterman, d'une valeur totale de 150 \$, et des romans jeunesse variés, d'une valeur totale de 200 \$. <p>Troisième prix</p> <ul style="list-style-type: none"> • Une carte-cadeau de 750 \$ de la Librairie Renaud-Bray; • Une carte-cadeau de 100 \$ du magasin Bureau en gros; • Cinq exemplaires de la bande dessinée <i>Magasin général</i> de Régis Loisel et Jean-Louis Tripp, publiée aux éditions Casterman, d'une valeur totale de 150 \$. <p>Prix de participation</p> <ul style="list-style-type: none"> • Trois cartes-cadeaux de 300 \$ de la Librairie Renaud-Bray, pour une valeur totale de 900 \$. 	<p>Sensibiliser les jeunes à la vitalité de la langue française et leur permettre de contribuer à l'enrichissement de cette dernière.</p> <p>Ce concours est destiné aux enseignantes et aux enseignants de français au secondaire ainsi qu'à leurs élèves. Les jeunes doivent proposer des mots qui désignent des réalités pour lesquelles il n'existe pas encore de dénomination en français.</p>
Gala des Mérites du français 2024	<p>Certaines distinctions remises par l'Office étaient accompagnées d'une bourse.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Grand Mérite Francopub : 5 000 \$; • Mérite Francopub coup de cœur du jury : 1 000 \$. 	<p>Récompenser des organisations et des personnes qui font rayonner la langue française au travail et dans le commerce, qui contribuent à sa mise en valeur dans la culture ou la publicité, ou encore qui valorisent la toponymie.</p> <p>Les Mérites du français sont des distinctions décernées par l'Office depuis 1990. Certaines distinctions sont accompagnées d'une bourse.</p>

G.56 Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2024-2025:

- a) Le nombre d'employés et le nom des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques;
 - b) Le montant dépensé par la direction, département ou division des communications et/ou affaires publiques;
 - c) Le nombre et le détail des rencontres des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques avec d'autres instances ou organismes publics, ventilés par instance ou organisme;
 - d) Le montant total des sommes investies en veille médiatique en 2024-2025 au sein de la direction des communications. Fournir le nom du ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées.
-

OFFICE QUÉBÉCOIS DE LA LANGUE FRANÇAISE

- a) 23 personnes
- b) La somme dépensée en matière de communication et d'affaires publiques s'élève à 503 571 \$ en date du 31 janvier 2025.
- d) La réponse à cette sous-question se trouve dans la fiche G.6.

- G.57 Pour le ministère et chacun de ses organismes, agences ou autres relevant du ministère, veuillez nous indiquer :**
- a) Le nombre d'incidents de sécurité de l'information;**
 - b) Le type d'incidents;**
 - c) Les sommes dépensées en gestion des incidents.**
-

En ce qui a trait à l'information recherchée, nous vous informons que ces renseignements sont confidentiels au sens de l'article 28.1 de la *Loi sur l'accès*.

- G.58** Veuillez nous fournir la liste des rencontres de planification stratégique de type « lac-à-l'épaule » tenues par le ministère ou l'organisme en indiquant :
- a) Les dates;
 - b) L'endroit précis;
 - c) La liste des personnes présentes;
 - d) L'ordre du jour;
 - e) Les procès-verbaux;
 - f) Les coûts détaillés (frais de location, d'hébergement, repas, déplacement, location d'équipement, conférencier, etc.).
-

OFFICE QUÉBÉCOIS DE LA LANGUE FRANÇAISE

Aucune.

G.59 Veuillez indiquer les montants qui ont été alloués à la rémunération des stages.

- a) Nombre de stagiaires reçus;
- b) Heures de stages effectués;
- c) Rémunération totale déboursée.

Stagiaire	Rémunération
4	59 311,56 \$

- G.60 Fournir les dépenses allouées à la consultation avec les Autochtones.**
- a) Fournir la liste des projets du ministère ayant inclus une consultation des représentants autochtones.**
-

Aucune.

G.61 Proportion du nombre et de la valeur des contrats conclus de gré à gré, depuis 5 ans

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le Système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec (<https://seao.gouv.qc.ca/>) ainsi que dans les engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et qui sont diffusés mensuellement sur le site Internet de l'Office québécois de la langue française (<https://www.oqlf.gouv.qc.ca/RDIPRP/contrats.aspx>).

G.62 Indiquer les dépenses encourues au titre de tout « Programme d'aide aux employés » (PAE) depuis 5 ans.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

G.63 Indiquer les dépenses encourues en vue de l'implantation du nouveau régime de dotation découlant de l'adoption du projet de loi 60 de la 42^e législature.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

G.64 Indiquer le montant des amendes perçues en vertu de l'application des lois dont votre ministère est responsable de l'application. Ventiler par loi et articles, depuis 5 ans.

L'Office québécois de la langue française n'a pas le pouvoir d'émettre des constats d'infraction et d'imposer des amendes. C'est le Directeur des poursuites criminelles et pénales (DPCP) qui décide d'intenter ou non une poursuite pénale relative à la *Charte de la langue française*. Ce sont les tribunaux qui peuvent imposer des amendes.

G.65 Indiquer la valeur des contrats totaux en sous-traitance ainsi que la proportion du travail effectué par des sous-traitants.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le Système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec (<https://seao.gouv.qc.ca/>) ainsi que dans les engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et qui sont diffusés mensuellement sur le site Internet de l'Office québécois de la langue française (<https://www.oqlf.gouv.qc.ca/RDIPRP/contrats.aspx>).

G.66 Indiquer la valeur totale des services tarifés, et ventiler par catégorie.

L'information concernant la Politique de financement des services publics sera présentée dans le Rapport annuel 2024-2025 des ministères et organismes. Toutefois, l'Office n'a offert aucun service tarifé en 2024-2025 dans le cadre de la Politique de financement des services publics.

G.67 Indiquer la valeur des actifs possédés; meubles et immeubles.

Pour les immeubles qui sont propriété de la Société québécoise des infrastructures:

La réponse à cette question (valeur des immeubles) sera transmise par la Société québécoise des infrastructures, et ce, pour tous les ministères et organismes occupant un immeuble dont celle-ci est propriétaire.

Pour les immeubles qui ne sont pas propriété de la Société québécoise des infrastructures:

Aucun

G.68 Indiquer les coûts de système estimés depuis 5 ans.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

G.69 Total des sommes versées à titre de dommages exemplaires ou punitifs pour l'ensemble des jugements rendus.

L'information recherchée est disponible sur le site Internet de la Société québécoise d'information juridique à l'adresse suivante: <https://soquij.qc.ca/a/fr>.

G.70 Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2024-2025 et qui ont fait l'objet de d'une autorisation du sous-ministre, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics, en indiquant :

- a) Le nombre d'autorisations;
- b) Le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi;
- c) Le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi;
- d) Le montant accordé;
- e) Les motifs de la demande.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec: <https://seao.gouv.qc.ca/>

G.71 Nombre de demandes d'accès à l'information par ministère et organismes en 2024-2025 :

- a) Le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information;**
- b) Le nombre de refus (avec mention de la raison ou de l'article);**
- c) Le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours;**
- d) Le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours;**

L'information concernant les demandes d'accès à l'information sera présentée dans le Rapport annuel 2024-2025 des ministères et organismes.

- G.72 Pour 2024-2025, le nombre de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée. Pour chaque personne :**
- a) Fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions;**
 - b) Fournir la liste des salaires versés.**
-

Il n'y a pas de cadre, de dirigeant ou de sous-ministre qui reçoit une rémunération sans exercer de fonction.

G.73 La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires donnés à ces personnes.

Nom du comité	Mandat du comité	Liste des participants*	Honoraires
Comité d'officialisation linguistique	<p>Le Comité d'officialisation linguistique est institué au sein de l'Office québécois de la langue française. Il soumet aux membres de l'Office, à la demande de celui-ci ou de sa propre initiative, des suggestions et des avis. Il est composé de cinq membres et il est présidé par une ou un membre de l'Office.</p> <p>L'Office peut, sur proposition du Comité d'officialisation linguistique, recommander ou normaliser des termes ou expressions. Il en assure la diffusion, notamment en les publiant à la <i>Gazette officielle du Québec</i> (article 116.1 de la <i>Charte</i>).</p>	Chantal Gagnon, membre de l'Office et présidente du comité Frédéric Gagné Maryse Gagnon Ouellet Nathalie Bonsaint Julie Rinfret	Nathalie Bonsaint, sous forme de jetons de présence (1 fois 200 \$)
Comité de suivi de la situation linguistique	<p>Le Comité de suivi de la situation linguistique est institué au sein de l'Office québécois de la langue française. IL soumet à l'Office, à sa demande ou de sa propre initiative, des propositions et des avis. Il est composé de cinq membres et il est présidé par une ou un membre de l'Office.</p> <p>L'Office surveille l'évolution de la situation linguistique au Québec et en fait rapport au moins tous les cinq ans au ministre, notamment en ce qui a trait à l'usage et au statut de la langue française ainsi qu'aux comportements et attitudes des différents groupes linguistiques (article 160 de la <i>Charte</i>). Il reçoit à cet égard les propositions et les avis du Comité de suivi de la situation linguistique.</p>	Sophie Montreuil, membre de l'Office et présidente du comité Lise Blanchette Nicole Gallant Anne-Sophie Bally	Alain Bélanger, sous forme de jetons de présence (1 fois 100 \$)
Comité des examens	<p>Le comité des examens est formé en vertu du <i>Règlement sur la délivrance d'attestations de connaissance de la langue officielle</i> en vue de l'admission aux ordres professionnels. Il est chargé d'évaluer la connaissance de la langue officielle appropriée à l'exercice d'une profession ou d'une catégorie de professions en établissant un examen qui mesure la compréhension du français oral, la compréhension du français écrit, l'expression orale en français et l'expression écrite en français.</p>	Laurent Émery Marielle Coulombe Elke Laur	

*En date du 31 janvier 2025

Conformément à l'article 165.13 de la *Charte*, les membres des comités institués au sein de l'Office ne sont pas rémunérés, sauf dans les cas, aux conditions et dans la mesure que peut déterminer le gouvernement. Ils ont toutefois droit au remboursement des frais raisonnables qu'ils ont engagés dans l'exercice de leurs fonctions, aux conditions et dans la mesure que détermine le gouvernement.

En ce qui concerne le Comité de suivi de la situation linguistique, les membres ont droit à des jetons de présence selon le décret 12-2003 du 12 février 2003. Pour bénéficier de jetons de présence, les membres doivent fournir une attestation dûment signée indiquant que la prestation de travail liée à la fonction de membre du Comité de suivi de la situation linguistique ne constitue pas une double rémunération. Les honoraires s'élèvent à 200 \$ par journée ou 100 \$ par demi-journée et ne doivent pas constituer un cumul de revenu.